



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2023-2-16/2023-2-28]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Vendredi 16 février.

Enrôlement des électeurs : lancement des opérations dans la 3^{ème} aire opérationnelle ce jeudi. Au total, 7 provinces sont concernées à savoir : Bas-Uele, Haut-Uele, Ituri, Maniema, Nord-Kivu, Sud-Kivu et la Tshopo. A Goma, quelques dispositifs sont visibles sur le terrain et le déploiement des kits et autres matériels électoraux se poursuit. Selon la Ceni, les anciennes adresses qui avaient servi de centres d'enrôlement en 2017 sont maintenues cette année « pour éviter qu'il y ait beaucoup de gens qui se perdent. Chacun est appelé donc, à se rendre dans le centre où il s'était enrôlé en 2016 et 2017 ». Cette opération est gratuite au niveau du centre d'enrôlement. **Beni : la société civile de Mulekera mobilise pour un enrôlement massif des électeurs.** C'est ainsi qu'à Beni, la société civile de la commune de Mulekera mobilise la population pour un enrôlement massif. Cette sensibilisation se passe dans les différents quartiers et cellules. Elle a pour objectif d'éveiller la conscience de la population de la commune de Mulekera à s'approprier ce processus qui va définir l'avenir du pays. En plus d'être un acte civique, l'enrôlement procure la carte d'électeur qui pourra servir aussi comme pièce d'identité, pendant un temps. **Enrôlement des électeurs : l'opération lancée au Nord-Kivu dans un contexte sécuritaire tendu.** Ces opérations démarrent dans cette province, où quelques territoires sont sous occupation des rebelles du M23, soutenus par le Rwanda. Néanmoins, l'autorité provinciale assure avoir pris toutes les dispositions pour que cette opération d'enrôlement se déroule normalement. Les efforts sont menés pour reconquérir les zones occupées afin de permettre à la Ceni de déployer les kits au fur et à mesure afin d'enrôler les citoyens. La Ceni, attend inscrire plus de 4 millions d'électeurs au Nord-Kivu. Cette province compte 104 centres dont 32 se trouvent à Goma. **Haut Katanga : la Ceni révoque plus de 10 agents pour corruption.** Les opérations d'identification et d'enrôlement des électeurs sont gratuites. Tous ceux qui se compromettent sont sanctionnés. **Enrôlement au Maniema : au moins un million d'électeurs attendus,** dans 693 sites dont 28 à Kindu. Le gouverneur a lancé un appel à l'adhésion massive de la population à cette opération, pour améliorer le nombre des sièges au Maniema. **Bunia : des requérants dénoncent la lenteur des opérations d'enrôlement des électeurs.** Ils ont ainsi invité la Ceni à augmenter le nombre de ses agents afin de faciliter l'enrôlement surtout des malades ainsi que des travailleurs qui passent de longues heures dans les files d'attente. A Bunia, la Ceni appellent les requérants à recourir au système de pré-enregistrement mis en place par la centrale électorale qui permet aux requérants préenregistrer leurs identités sur leurs téléphones. **Les 55 centres d'inscription de la ville de Kisangani ouverts.** Le président de la Ceni a expliqué l'importance de la carte d'électeur et a lancé un message à la population « Sans cette carte-là, on ne peut pas voter. Au-delà du vote, cette carte sert aussi de pièce d'identité que le pays n'a plus depuis beaucoup d'années. En collaboration avec l'ONIP, la Ceni facilite ce processus-là. C'est pour ça que nous invitons la population de la Tshopo et de tout le pays à s'enrôler, pour pouvoir participer aux élections mais aussi avoir un document officiel d'identification ».

Lyly Kalabuanga : « **La RDC doit relever le défi d'une intégration parfaite et effective** ». La coordinatrice de la Cellule d'appui à la mandature de la RDC à la présidence de la CEEAC et de la SADC, est d'avis que cette politique va favoriser le développement économique et social harmonieux au bénéfice de toute la population congolaise. Pour ce faire, elle a également fait savoir que sa structure soutient la démarche de la RDC dans sa quête pour l'émergence. Cet atelier avait également pour but d'harmoniser le fonctionnement des services administratifs des ministères concernés par cette intégration.

Présentation du projet d'installation du barrage hydro-électrique de Ntsilo 2. A travers ce projet, le consortium « Lualaba power » entend aider la population riveraine « nous ferons tout ce qu'il faut pour respecter les règles. Tout sera fait que le barrage respecte les normes. Une ligne de transmission sera construite et partira du barrage jusqu'à la station Snel et le courant sera injecté sur la station Snel ». « Lualaba power » entend injecter le courant sur une ligne interconnectée pour permettre à la population de Lualaba de bénéficier de 15 000 kilowatt.

L'Hôtel de ville de Kinshasa sommé de libérer un immeuble privé pour insolvabilité. Le jugement du Tribunal de grande instance de Kinshasa-Gombe résilie ainsi son contrat de bail et le somme à dédommager la propriétaire de cet immeuble par le paiement d'une somme 500 000 USD. L'avocat de la propriétaire de cet immeuble, a regretté, le 15 février, que ce jugement souffre, depuis deux mois, d'exécution. Il a expliqué que c'est depuis 2019 que l'Hôtel de ville de Kinshasa a signé un contrat de location avec sa cliente portant sur un immeuble constitué de 12 appartements pour un montant de 20.000 USDS le mois. Après avoir payé les loyers pendant quelques mois, la ville de Kinshasa s'est résolue de ne plus payer totalisant à ce jour les arriérés de 25 mois, soit un montant total de 500.000 USD. L'Hôtel de ville, assigné à comparaître en justice, ne s'est présenté à aucune audience publique.

Kasangulu : la Société civile déplore le renvoi des élèves insolvables en cette période d'examens.. Le responsable de la société civile de Kasangulu fustige ce comportement des préfets des écoles secondaires concernées. Il leur demande de prendre en compte la crise économique que traverse le pays et qui met les parents en difficulté de payer régulièrement les frais scolaires. Il propose par ailleurs que les écoles laissent les élèves insolvables passer leurs examens mais qu'elles retiennent leurs bulletins à la proclamation.

Uvira : la société civile s'inquiète de la présence de forces burundaises à Luhwindja. Ces éléments de la FDNB sont signalés depuis le 10 février autour de l'usine d'or de Twangiza mining à Luhwindja. Selon la nouvelle société civile des Hauts plateaux d'Uvira-Fizi et Itombwe/Mwenga, l'objectif de ce contingent burundais n'est pas clairement connu dans cette mine d'or de Banro. En réaction à cette inquiétude, le porte-parole des Fardc au Sud-Kivu, a expliqué que la mission de ce contingent burundais de la Task Force de l'EAC est bel et bien connue : "Les forces nationales de défense burundaise qui ont opèrent conjointement avec les Fardc sont dans l'étendue de notre secteur depuis un temps. Leur présence à Luhwindja est connue aussi bien par les autorités politiques que militaires. Vous devez savoir que nos [opérations] conjointes n'ont pas encore abouti à leur terme, nous continuons les opérations. Et aussi longtemps que nous continuerons ces opérations, vous aurez à voir ces forces du Burundi accompagner toujours des Fardc ensemble".

Le Premier ministre ordonne la finalisation des travaux de réhabilitation du stade des Martyrs. Le ministre des Sports, a été invité pour présenter le dossier relatif à l'homologation du stade des Martyrs par la Confédération africaine de football (CAF). Selon le ministre d'État en charge du Budget, qui a fait le compte rendu de cette réunion à la presse, le Premier ministre veut que ces travaux soient finalisés le plus vite possible. Le gouvernement congolais active ces travaux une semaine après que la CAF n'a pas homologué le stade des Martyrs.

Dossier détournement à la Snel: la Cour d'appel rejette la demande de liberté provisoire d'une prévenue. Cette dernière est accusée d'avoir participé au détournement présumé de 7 millions USD destinés à l'achat des compteurs à prépaiement de la Société nationale d'électricité. L'accusée dénonce ce qu'elle qualifie «d'acharnement sur sa personne ». Pour son avocat, sa cliente « n'a pas acheté de compteurs. Son job qui est la coordination de la Task Force, consiste à faire le suivi technique des travaux d'installation des compteurs à prépaiement et à télé-relève.

Mongala : délabrement de la route Lisala- Businga. 130 km de ce tronçon sont impraticable. Les gros véhicules n'y passent plus, les jeeps 4x4, ne s'y aventurent plus. Seuls les voyageurs en moto ou à vélos prennent le risque de parcourir cette partie de la RN6. Une situation qui n'est pas sans conséquence sur les populations de plusieurs villages. Seuls les habitants des villages situés dans la première partie de cette route, dans un tronçon

de 55 km ont encore la chance de voir les véhicules passer. Au-delà de cette distance, la route s'est transformée en un sentier. La conséquence de cet état de route est que la production agricole a baissé.

Mbuji-Mayi : la grippe sévit dans plusieurs ménages de la ville. Cette grippe se manifeste par la fièvre, un peu de toux, le chatouillement à la gorge, la fatigue et le rhume. Le médecin épidémiologiste affirme que c'est la grippe saisonnière : « mais il est vrai que la COVID-19 n'est pas encore terminée dans le monde et lorsqu'on est beaucoup plus terrassé par la grippe de cette manière-là, il serait mieux de se faire examiner ».

Ituri : le gouverneur Nkashama rappelle aux hommes en uniforme qu'ils ne sont pas éligibles à l'enrôlement des électeurs. « Tout en demandant aux épouses et enfants des militaires et policiers d'aller s'enrôler, j'insiste et attire l'attention des militaires et policiers qu'ils n'ont pas le droit de voter et par conséquent ils ne peuvent pas s'enrôler et donc n'ont pas droit d'obtenir la carte d'électeur. Celui qui ira à l'encontre de cette disposition légale est passible d'une sanction », a prévenu cet officier des Fardc.

16 février 1992 : ce jour-là, la marche des chrétiens a été dispersée dans le sang. *Rappel des faits* Le 16 février 1992, des milliers des Kinois descendaient dans la rue pour une marche pacifique dénommée « marche de l'espoir », à l'appel d'une association catholique laïque. Ils revendiquaient la réouverture de la Conférence Nationale Souveraine (CNS), fermée le 19 janvier 1992 par le Premier ministre Nguz-a-Karl-i-Bond. Ce forum national, ouvert le 7 février 1991 à Kinshasa, avait pour objectif « de faire une évaluation sans complaisance de la situation politique du pays, avec tolérance et justice afin de baliser le chemin de la démocratie et du changement social ». Mais dans un message radiotélévisé, le Premier ministre Nguz ferma la CNS, expliquant sa décision par le fait que les travaux de la conférence coûtaient trop chers, la province du Kasai-Oriental surreprésentée parmi les conférenciers (14%) et que la CNS outrepassait ses compétences. Quelques semaines suffirent aux intellectuels catholiques pour décider de l'organisation de cette marche du 16 février pour exiger la réouverture de ce forum dont les résolutions devaient revêtir un caractère souverain et donc contraignant pour le régime de l'époque. La manifestation qui réussit à mobiliser des milliers des chrétiens catholiques, protestants et orthodoxes dans différents coins de la capitale du Zaïre, le nom du pays en ce temps-là, fut finalement réprimée dans le sang par l'armée. *Le bilan* L'archidiocèse de Kinshasa a publié une liste de seize blessés graves et de vingt et une personnes mortes par balle.

Est de la RDC : la Cenco recommande au Président Tshisekedi de consolider la cohésion nationale et de raviver l'esprit patriotique. Dans un mémorandum adressé au Président de la République et publié ce 16 février, les évêques se disent disposés à apporter leur contribution à toute initiative qui aura pour finalité de garantir la sécurité nationale, l'intégrité territoriale, la stabilité de l'Etat et de ses institutions, la paix sociale. Ils réitèrent également l'appel du chef de continuer la mobilisation des forces à l'interne en incitant les jeunes à s'enrôler dans l'armée, tout en cherchant l'appui de l'extérieur. Les évêques estiment que pour lutter contre les forces négatives qui sèment la désolation à l'Est du pays, il est nécessaire d'obtenir l'appui de leurs communautés de référence afin de les persuader de déposer les armes. Face au soupçon de corruption et de détournement des fonds alloués aux soldats, particulièrement ceux qui sont au front, les évêques de la CENCO proposent de renforcer le dispositif de suivi et de contrôle ainsi que de poursuites judiciaires à l'égard de tout contrevenant.

Les pistes de solutions à la crise dans l'Est scrutées par les députés nationaux. La sortie de la crise sécuritaire de l'est de la RDC passera inévitablement par l'auto-prise en charge de cette situation par le Congolais lui-même et toute implication étrangère aggraverait cette crise ; mais aussi par le remplacement des troupes de l'EAC par celles de la SADC. Ce qui tue la RDC aujourd'hui c'est la manipulation. On veut manipuler les institutions en sa faveur et ça c'est dangereux. La RDC a besoin d'un leadership fort pour mettre fin à la crise sécuritaire dans l'Est»

Pour Albert Yuma, « le système fiscal appliqué en RDC demeure dissuasif et non attractif ». Selon la Fédération des entreprises du Congo, nos préoccupations sont : tracasseries administratives, notamment fiscale et douanières et insécurité juridique et judiciaire. L'un des éléments le plus significatifs qui influent négativement sur le climat des affaires est la problématique fiscale ». Répondant à cette préoccupation, le Président Tshisekedi a annoncé que la RDC devrait être dotée d'un plan d'urgence du climat des affaires dans le meilleur délai.

Vendredi 17 février.

Les évêques demandent aux populations de l'Est de refuser l'occupation du pays et de ne pas collaborer avec les envahisseurs. Cette position des évêques de l'Assemblée épiscopale provinciale de Bukavu, est exprimée dans un message intitulé « Peuple congolais, comment aller aux élections quand le pays est occupé ».

Ils affirment constater avec regret que la rébellion du M23 et ses parrains sont revenus en force depuis 2022 alors qu'en 2013 ils avaient été défaits et évacués du territoire national. « Nos politiciens devraient comprendre que ce temps n'est pas de créer des conflits en interne mais de s'unir pour bouter dehors l'ennemi commun qui amène la guerre en RDC. Agir autrement n'est que trahison ou complicité avec les ennemis qui, aujourd'hui veulent s'emparer d'une partie de notre pays. Nous encourageons notre peuple à une prière fervente et à se mobiliser pour refuser l'amputation d'une quelconque partie de notre pays et à ne pas quitter nos villages au profit sournois des envahisseurs ». Ils font remarquer que 8 paroisses sur 33 du diocèse de Goma sont occupées par les troupes du M23 ; à Beni dans le diocèse de Butembo-Beni, c'est tout le Semliki qui est occupé par les ADF d'origine ougandaise ; 4 paroisses sur 19 dans le diocèse de Kasongo, sont en proie aux groupes armés Maï-Maï ; tous les moyens et hauts plateaux du diocèse d'Uvira sont occupés par l'armée burundaise. Les prélats catholiques ajoutent sur cette liste l'impossibilité d'un consensus autour de l'élection d'un gouverneur de la province du Maniema, qui crée des divisions au sein des populations alors qu'à Bukavu, les mésententes et désaccords entre le législatif et l'exécutif provinciaux accentuent des tensions sociales. Ils recommandent au Président de la république, de s'« impliquer davantage afin que les Congolais de l'Est réintègrent la Nation, vivent paisiblement, retournent dans leurs villages et que tous les congolais jouissent des richesses de leur pays ».

Kisangani : ministère provincial de la santé bénéficie de l'assistance de l'Unicef. Ce don est constitué de kits de d'accouchement, des tables pour les soins de nouveau-nés, des berceaux ainsi que de médicaments essentiels, destinés aux zones de santé de Kabondo et Bengamisa. Cette assistance de l'Unicef devra contribuer à améliorer les interventions à fort impact dans les zones ciblées, en faveur de la santé de la reproduction, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent.

Ituri : pas d'enrôlement des électeurs dans plusieurs entités à la suite de l'insécurité. Les kits d'enregistrement des électeurs n'ont pas été déployés dans ces zones où notamment l'accès est difficile. C'est le cas de Mongwalu. La société civile confirme le début de cette opération d'enrôlement à Fataki, lancée par les autorités locales, mais précise en revanche que, plusieurs centres qui se retrouvent plus à l'intérieur de cette entité ne sont pas opérationnels en raison du manque des matériels d'enrôlement. Dans le territoire d'Irumu, plusieurs villages de la chefferie de Banyali Tchabi et de Walese Vonkutu sont sous occupation des rebelles de l'ADF. Il sera difficile pour les populations d'aller se faire enrôler dans leurs milieux où se trouvent les bastions de ces hors la loi. **Beni: la société civile appelle la Monusco à faciliter le déploiement des kits électoraux de la Ceni dans le secteur de Ruwenzori.** En effet, l'identification et l'enrôlement des électeurs, lancés le 16 février par la Ceni à Beni, n'a pas eu lieu dans le secteur de Ruwenzori faute des kits électoraux qui ne sont toujours pas envoyés sur place. La société civile dit craindre que ce retard n'impacte sur le calendrier d'enrôlement des électeurs tel que prévu par la Ceni. Les responsables de la Ceni dans le territoire de Beni rassurent que des discussions ont été entamées avec la Monusco à ce sujet. **Insécurité à Beni : la société civile invite la population à une vigilance accrue pendant les opérations d'enrôlement des électeurs.** Ces opérations se déroulent dans un environnement sécuritaire caractérisé par des explosions de bombes artisanales, placées dans la ville et le territoire de Beni par des présumés ADF. « Ces opérations nécessitent plus de vigilance contre l'explosion des bombes. Ces gens-là qui nous nous piège à la bombe, ne doivent pas nous devancer. Nous devons assurer notre propre sécurité ». **Enrôlement des électeurs à Beni : un requérant témoigne de l'efficacité de l'application de pré enrôlement « Pre Rap » de la Ceni.** « Personnellement j'ai utilisé l'application Pre Rap de la Ceni. Je n'ai même pas fait dix minutes à l'intérieur. On a juste pris mes empreintes digitales, mon adresse iris des yeux, ensuite on a scanné mon téléphone et c'était tout. Comme procédure, j'ai téléchargé l'application Pre Rap de la Ceni sur Play store dans mon téléphone. Je me suis moi-même orienté en remplissant mon identité moyennant mon ancienne carte. Je propose à la Ceni de vulgariser cette application qui facilite le travail de ses agents à l'enrôlement ». **Mongala : le Conseil de la jeunesse demande une prolongation de 3 semaines de l'opération d'enrôlement des électeurs.** D'après cette structure, au terme de la première prolongation de l'opération d'identification et enrôlement des électeurs, « la Ceni à Mongala n'a même pas pu atteindre les 50% des électeurs selon ses prévisions ». Il évoque quelques faits qui n'ont pas facilité le bon déroulement de l'opération : « un manque de cartes électeurs vierges ; le manque des cartes de plastification et un bon nombre de machine qui sont en panne ». **Enrôlement des électeurs à Beni : les parents appelés à faciliter l'inscription de leurs enfants majeurs,** en mettant à leur disposition des précisions et exactitude requises en rapport avec leur identité : le groupement d'origine, le territoire, le village. **Goma : engouement observé devant les centres d'enrôlement de la Ceni.** Un des signaux palpables de cette réalité c'est notamment, sur les réseaux sociaux ou de nombreux citoyens partagent fièrement leurs cartes déjà reçues et invitent leurs proches à faire de même. **Sud-Kivu : la Ceni se félicite du lancement de l'opération d'enrôlement des électeurs.** Sur les 921 centres d'enrôlement de la province du Sud-Kivu, seuls une dizaine n'ont pas ouvert. C'est notamment à Bunyakiri pour des raisons logistiques et Minebwe pour des motifs sécuritaires. La province du Sud-Kivu attend enrôler plus de trois millions d'électeurs dans les trente jours. **Enrôlement des électeurs : engouement des requérants dans les centres à Kindu.** Les personnes du 3^{ème} âge,

les personnes vivant avec handicap et les femmes enceintes sont les plus privilégiées dans ces centres d'enrôlement. Des requérants interrogés disent apprécier la qualité de la carte imprimée pendant que d'autres se plaignent de la photo en noir et blanc. Ils demandent également que les agents de la Ceni soient expéditifs pour éviter de longues files d'attente et permettre ainsi aux employés de vaquer librement à leurs occupations.

Bukavu : Denis Mukwege appelle la jeunesse à s'enrôler massivement. « Il faut que la population qui me demande de poser ma candidature aille plus loin. Enrôlez-vous massivement. Joignons nos forces pour que nous ayons demain, le Congo que nous voulons. C'est à vous que je fais appel. Si vous, vous faites appel à moi, moi aussi je fais appel à prendre votre responsabilité»

Kinshasa : le collectif du 16 février se souvient des "martyrs de la démocratie". Le thème cette année est : «16 février 1992-16 février 2023. Marche de l'espoir, marche vers la démocratie : avancées et défis ». A travers le message "Souvenons-nous de nos martyrs pour la démocratie", le professeur Thierry Nlandu a fait une évaluation de la situation sociopolitique du pays afin de baliser le chemin de la démocratie et du changement social. Il a sensibilisé le congolais pour un engagement citoyen responsable, l'importance de l'Etat de droit, de la démocratie et de la bonne gouvernance pour des élections libres et crédibles.

Rutshuru : une bombe artisanale tue une femme et en blesse une autre grièvement, dans un champ du groupement de Gisikari, chefferie de Bwisha. Les deux victimes exerçaient leurs travaux champêtres.

Masisi : accalmie sur le front de Kitshanga ce vendredi, après de violents combats la veille. Mais, la situation reste tendue et imprévisible dans cette région où l'armée tient coûte que coûte à déloger les rebelles de Kitshanga, Le bilan des combats de jeudi fait état de trois blessés par balle perdues parmi les déplacés qui ont trouvé refuge tout près de la base des casques bleus. L'armée congolaise a « informé l'opinion nationale et internationale que le M23\RDF ont fait traverser de l'est à l'ouest vers la frontière de Kasizi plus de 356 militaires rwandais », avec objectif de renforcer le front de Kitshanga.

Ituri : 3 blessés dans une manifestation de taximen motos à Bunia. Les 15 et 16 février, des taximen motos venus du quartier Saio ont manifesté sur les principales artères du centre-ville de Bunia pour dénoncer la « prise en otage » de 4 de leurs collègues par des hommes armés à Ngongo. Cette mobilisation a perturbé les activités socio-économiques pendant quelques heures dans une grande partie de la ville. Selon la police, les manifestants ont pillé des biens de la population et ont également blessé quelques personnes.

L'EAC appelle au cessez-le-feu immédiat et obligatoire pour tous les groupes armés. Les chefs d'Etat de l'EAC ont fait cette recommandation au mini-sommet sur la crise sécuritaire dans l'Est de la RDC, à Addis-Abeba (Ethiopie). A cette occasion, les présidents des pays membres de l'EAC ont proposé que les Congolais réfugiés au Rwanda et Ouganda puissent retourner dans leur pays. Ils ont également plaidé pour la réinstallation immédiate des personnes déplacées internes et la formation d'un mécanisme de suivi et d'évaluation de l'EAC. Cette rencontre a été présidée par João Lourenço, président de la République de l'Angola, aux côtés du président burundais, président en exercice de l'EAC. La rencontre de ce vendredi se veut aussi une instance de clarification du mandat de la force régionale de l'EAC déployée à l'Est de la RDC.

Kindu : 1 mort et plus de 20 blessés lors l'enrôlement de Salomon Idi Kalonda. Cette tension entre les jeunes est survenue après que Salomon Idi Kalonda, cadre d'Ensemble pour la République de Moïse Katumbi, est sorti du centre d'enrôlement de l'EP. Mamboleo. « C'est au sortir du bureau d'enrôlement quand il a exhibé sa carte que nous avons vu des masses de jeunes identifiés UDPS sortir de partout et nous attaquer. Et nous avons enregistré plus de 20 blessés et des morts », a fustigé le député Mike Mukebayi d'Ensemble pour la République. La thèse que réfute le gouverneur ai du Maniema qui reconnaît tout de même qu'il y a eu mort d'homme et des blessés.

Samedi 18 février.

Kinshasa : USK organise un atelier méthodologique sur la recherche scientifique. L'Université Simon Kimbangu (USK) que ce forum des 17 et 18 février, entend aider son établissement à améliorer sa production scientifique. « Nous sommes en train de répondre aux attentes de notre corps scientifique qui cherche à s'outiller, de disposer des matériaux scientifiques pouvant les aider non seulement à rédiger les articles mais aussi d'autres publications scientifiques dans les lesquelles le respect de règles d'art est de mise ». Cet atelier s'inscrit dans le cadre des recommandations des Etats généraux de l'ESU ayant encouragé la création des revues scientifiques dans les universités et institut supérieurs du pays.

Addis-Abeba : un groupe des femmes du Nord-Kivu manifestent à l'UA contre la guerre de l'Est. Ces femmes, accompagnées des présidents de la société civile du Nord-Kivu et Sud-Kivu ainsi que d'un activiste de mouvement citoyen, ont déposé un mémorandum auprès des représentations à l'UA de la RDC, de l'Union européenne et de l'Afrique du Sud qui va présider le sommet des chefs d'Etat africains ce samedi 18 février. « Nous sommes venus en Ethiopie à l'occasion du sommet des chefs d'États de l'Union Africaine... Nous voulons aussi dire haut et fort que le silence complice de la communauté internationale doit interpeler l'UA ». Dans leur mémorandum, ces femmes du collectif intercommunautaire du Nord-Kivu, affirment leur attachement aux valeurs communautaires et du vivre ensemble au sein de la sous-région des Grands lacs. « Les Congolais et les Rwandais resteront des peuples frères et nous devons toujours cohabiter ». Elles exigent par ailleurs que justice soit rendue aux victimes des massacres et autres atrocités de la guerre menée par le M23 au Nord-Kivu, notamment à Kishishe.

Enrôlement des électeurs à Matadi : de nombreux requérants restés dans les files d'attente à la clôture. Selon le président de l'assemblée provinciale du Kongo-Central, cette clôture est inadmissible au regard de la défaillance des machines d'enrôlement, dans plus de 60 centres d'inscription du Kongo central. C'est ainsi qu'il a sollicité une rallonge de 15 jours. Il a indiqué que seul 1 800 000 personnes sont enrôlées sur environ trois millions attendues au Kongo-Central. Le rapporteur de la Ceni a révélé qu'au 15 février, le taux d'enrôlés était de 76,31 %. **Nord-Kivu : peu d'engouement aux centres d'enrôlement des électeurs dédiés aux déplacés de guerre.** Il s'agit d'un centre d'enrôlement délocalisé, dédié uniquement aux déplacés de Kibumba à Munigi. Le président du centre d'enrôlement les invite à ne pas attendre les derniers jours pour se faire enrôler. Question de ne pas manquer le coche, qui est également l'opportunité pour avoir leur carte d'identité. **Haut-Lomami : la société civile de Malemba Nkulu préoccupée par la lenteur de l'opération d'enregistrement des électeurs.** « Lenteur due à des pannes à répétition des machines. Et quand il y a panne ; le prestataire doit amener la machine à Malemba cité pour l'entretien. Vu la détérioration de nos routes et le manque des moyens de transport disponibles, les opérations se bloquent longtemps ». Autre cause, l'insuffisance des centres d'identification et d'enrôlement. **Mai-Ndombe : l'opération d'enrôlement toujours pas lancée dans le territoire de Kwamouth,** qui était en proie à l'insécurité due au conflit interethnique entre Teke et Yaka. Après le report par la Ceni en décembre dernier, cette opération devait alors commencer jeudi 16 février. Cependant, d'après le constat fait à ce jour, l'enrôlement des électeurs n'a toujours pas été lancé dans cette partie de la province du Mai-Ndombe. Aucune formation n'a été organisée pour les préposés de la Ceni et le déploiement des kits d'enrôlement n'a jamais été effectué.

L'IGF appelle à la ré-visitation ou résiliation du contrat minier conclut entre la RDC et la Chine Ce contrat est celui ayant conduit à la création de la Sino-Congolaise des mines, (Sicomines), chiffré à plus de 6 milliards USD. Il porte sur l'échange de minerais contre des infrastructures. D'après le rapport de l'Inspection générale des finances, les minerais extraits du sous-sol peuvent être estimés à 10 milliards alors que les infrastructures construites par la Chine ne dépassent pas les 800 millions USD. Pourtant, la convention entre la RDC et la Chine, prévoyait que les entreprises chinoises investissent 3,2 milliards USD dans une mine de cuivre-cobalt et 3 milliards USD supplémentaires dans des infrastructures financées par les revenus de la mine. Mais le volet mines semble avoir pris le dessus, à en croire les conclusions du rapport de l'IGF qui juge le taux de réalisation des infrastructures très faible. En outre, les entreprises chinoises concernées bénéficient d'une exonération totale pour faciliter le remboursement de l'argent prêté par les Chinois aux Congolais. Mais il y a une opacité totale sur cette question, selon l'IGF qui note que « ce régime fiscal a fait échapper au trésor public des sommes d'argent colossales en termes de paiement d'impôts ».

Kinshasa : Adolphe Muzito empêché par l'armée et la police de tenir son meeting. Le secrétaire général du Nouvel Elan estime que « pour un Etat qui se dit de droit, c'est un recul pour la démocratie ». Il accuse les forces de défense et sécurité d'avoir affiché un comportement « barbare ». D'autre part, il recommande à la Ceni d'ajouter quelques jours supplémentaires pour permettre à la population de la province du Kwilu qui n'a pas pu s'enrôler, de le faire afin que cette province conserve ses 29 sièges aux élections prochaines.

Mbandaka : les acteurs socio-politiques de l'Equateur sollicitent la prolongation de l'enrôlement des électeurs. La société civile, les partis politiques ainsi que les confessions religieuses de l'Equateur sollicitent à l'unanimité, dans leur mémorandum adressé à la Ceni, une seconde prolongation de 30 jours, des opérations d'enrôlement et d'identification des électeurs. Pour ces organisations, malgré les 25 jours supplémentaires accordés par La Ceni, environ 40 % des personnes en âge de voter n'ont pas encore obtenu leurs cartes d'électeurs.

Nord-Kivu : une dizaine des blessés par balle enregistrés à Kitshanga depuis l'occupation du M23. Cette cité à 80 km de Goma, est occupée par des rebelles du M23, depuis le 26 janvier dernier. Les combats entre,

d'une part, les Fardc et le M23 ; d'autre part entre les groupes armés Mai-Mai et le M23 sont récurrents dans cette région depuis le 30 janvier à ce jour. La population déplacée reste exposée à beaucoup des risques notamment celui de balles perdues. Hormis cette situation, l'on enregistre plusieurs cas des maladies parmi les déplacés qui sont à ce jour sous la protection de casques bleus de la Monusco. La plupart de structures sanitaires de cette cité sont fermées à cause de la guerre. Actuellement, il n'y a plus que l'hôpital général de référence de Mwesso qui fonctionne.

Nord-Kivu : accalmie sur les lignes de front ce samedi à Masisi. Depuis plusieurs jours maintenant, cette région fait face à de violents combats entre l'armée et la rébellion du M23. Ce samedi chaque partie conserve ses positions conquises. Ces combats ont occasionné plusieurs dégâts collatéraux dans les localités concernées.

Kalemie : baisse de la criminalité dans la ville depuis quelques semaines. Cette situation s'observe dans les quartiers périphériques de la ville. « On n'entend plus des coups de feu... Des cas de cambriolages ne sont plus fréquents depuis quelques semaines... Nous passons paisiblement nos nuits », ont témoigné quelques habitants.

Mongala : la société civile appelle le gouvernement à intervenir dans la lutte contre les érosions, pour sauver la ville de Lisala, chef-lieu de cette province, menacée par plus d'une vingtaine de têtes d'érosion. La ville est encerclée par des ravins dont certains peuvent atteindre plus de 100 mètres de profondeur.

Beni : 12 civils pris en otage par les rebelles de l'ADF à Kithuma. Alertés, les militaires des Fardc dont une position se trouve près de Mwalika se sont mis à la poursuite des ravisseurs pour tenter de récupérer les otages.

Beni : 91,6% d'enfants sont vaccinés contre la rougeole dans la zone de santé d'Oicha. « Nous avons vacciné 39 530 enfants sur les 43 166 attendus. Cette vaccination s'est déroulée dans 15 aires de santé de la zone de santé avec beaucoup des difficultés. Il y a certaines aires de santé qui n'ont pas été vaccinées convenablement ».

Kalemie : OCHA appelle à l'assistance humanitaire urgente pour plus de 600 ménages de déplacés du site de Kabyanga. Ces déplacés sont exposés à des risques à cause de la précarité de leurs conditions de vie : « si cette situation perdure, on peut arriver à des risques d'épidémies, puisqu'ils sont dans des abris de fortune ». Avec des intempéries, ça peut occasionner des maladies ». Ces déplacés de Kabyanga avaient fui le territoire de Kambabare dans le Maniema, où sévit les tensions armées entre des combattants Mai-Mai, depuis plusieurs mois.

Lutte contre la violence communautaire à Lubero : la Monusco finance la construction de deux marchés publics évalués à 186,000 USD. Chaque projet comporte 3 grands hangars de 18 sur 8 m chacun, et peut contenir jusqu'à 60 vendeurs pour le même nombre d'étalages en béton. Ils vont contribuer à la création et au maintien d'un environnement favorable à la mise en œuvre et la durabilité du Programme de démobilisation, désarmement, réinsertion communautaire et sociale (PDDRC-S), en étendant les bénéfices de la réintégration socioéconomique aux membres des communautés locales appelés à accueillir des ex-combattants. Ils vont également contribuer à la relance des activités socio-économiques des communautés dans les zones susceptibles d'accueillir des anciens éléments des groupes armés locaux.

L'UA demande le cantonnement et le désarmement du M23 sous le contrôle des autorités de la RDC et d'autres organisations. Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (UA) a demandé le cantonnement et le désarmement du M23 sous le contrôle des autorités de la RDC et la supervision de la Force régionale de l'EAC et du Mécanisme de vérification ad hoc, avec la collaboration de la Monusco. Cette demande a été faite lors de sa réunion tenue au niveau des chefs d'État et de Gouvernement le 17 février 2023 sur l'examen de la situation dans l'Est de la RDC. L'UA souligne aussi la nécessité de soutenir le mécanisme conjoint de vérification élargi.

Dimanche 19 février.

Kongo-Central : journée ville morte à Muanda pour dénoncer la recrudescence de l'insécurité. La population a obéi à l'appel de la journée ville morte lancée par les mouvements citoyens pour protester contre la recrudescence des cas d'insécurité à Muanda, créée par le manque du courant électrique dans la cité. Ce mouvement voulait aussi dénoncer un présumé détournement de 10 millions USD de l'avenant sur l'exploitation de gaz par l'entreprise Perenco, montant qui devait être mis à la disposition de Muanda pour son développement.

Occupation de certains coins du Nord-Kivu par le M23 : le député Lumbulumbu alerte sur les graves conséquences économiques. Plusieurs entités économiques et industrielles ont fermé et des centaines d'opérateurs économiques ont perdu leurs fonds et biens durant les 8 mois d'occupation d'une grande partie des territoires de Rutshuru, Masisi et Nyiragongo par les rebelles du M23. Cela a fait perdre à la province plus de 30% de ses recettes. Au-delà d'être une agression, cette guerre du M23 devient une guerre économique imposée à la RDC.

Addis-Abeba : Antonio Guterres réaffirme le soutien de l'ONU aux efforts visant à instaurer la paix et la stabilité dans l'est de la RDC. Le Secrétaire général des Nations Unies a rencontré, le Président de la RDC à Addis-Abeba. Ils ont eu un échange au sujet des décisions prises par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (UA). Antonio Guterres a réaffirmé que les Nations Unies étaient prêtes à continuer à soutenir les efforts visant à instaurer la paix et la stabilité dans l'est de la RDC et la région. L'UA exige que tous les groupes armés, en particulier le M23, ainsi que les ADF et les FDLR, cessent immédiatement les hostilités et se retirent sans condition de l'Est de la RDC. Et à cet égard, le Conseil de paix et de sécurité demande instamment la mise en œuvre rapide des résultats des processus de Luanda et de Nairobi, ainsi que du Communiqué du mini-Sommet de Luanda du 23 novembre 2022.

Brands Kehris estime que l'insécurité exacerbe les violations des droits humains en Ituri. Selon la Secrétaire générale adjointe des Nations Unies chargée des droits de l'homme, il faut rompre le cycle d'impunité afin que tous les responsables de divers crimes et violations contre les populations répondent de leurs actes. Elle a salué les efforts des autorités militaires provinciales pour faire respecter les droits humains « malheureusement c'est vrai que tous ces processus on y met du temps. Je comprends la frustration de la part de la population qui parfois doit attendre avant qu'elle voit le résultat. Mais je suis convaincu qu'il y a un travail, un vrai effort pour avancer ».

« En 17 ans d'existence, la Constitution de la RDC a réussi à introduire le pays dans l'univers de la IIIe République » (l'ONG Paix pour Tous). Le coordonnateur national de l'ONG « Paix pour Tous » a relevé « Cette constitution confère à la RDC la pré maturité. Il faut reconnaître également qu'elle a permis à la RDC de se doter des institutions stables tant au niveau national que provincial. C'est grâce à cette constitution que la RDC a connu la première passation du pouvoir civilisée au sommet de l'Etat. Il y a certaines dispositions qui souffrent encore d'application. Ce sont notamment les dispositions relatives aux 40 % de retenu à la source sur les recettes à caractère national qui n'ont jamais été retenues à la source qui sont entre guillemets rétrocédées, mais ces rétrocessions qui ne sont pas non plus régulières. Les provinces en souffrent. Les entités territoriales décentralisées, n'en parlons pas ! Au-delà de ça, nous avons les entités territoriales décentralisées avec des animateurs qui continuent d'être nommés alors qu'ils sont censés être élus. Mais les autorités se complaisent au mépris de ce que prévoit la constitution, se recroquevillant autour de la loi sur la libre administration des provinces ».

Kinshasa : Mavinga Sadika dit « Beni le visionnaire » arrêté à l'ANR pour un conflit parcellaire. Le frère de l'infortuné, indique « nous réclamons sa libération parce qu'il a été arrêté injustement pour un problème de parcelle. On l'a cherché partout durant deux jours, on ne l'a pas trouvé. Mais on a trouvé le monsieur qui l'a arrêté, qui serait un proche du président Felix Tshisekedi. C'est aujourd'hui qu'on nous a informés qu'il est gardé dans un cachot de l'ANR. Nous demandons donc sa libération immédiate parce que le conflit parcellaire ne le concerne pas, la parcelle appartient à un autre frère qui se la dispute avec cet agent de l'ANR. Nous demandons donc l'implication du chef de l'Etat pour la libération de notre frère, parce que l'agent de l'ANR se dit être au-dessus de tout, même des lois de la République ». L'affaire a déjà été portée devant la justice militaire.

Kwilu : certains centres d'enrôlement des électeurs n'ont jamais ouvert à Wamba, selon le député Garry Sakata. Le député Sakata rapporte que plusieurs centres ont cessé de fonctionner pendant une dizaine de jours à cause notamment de la rupture de papiers d'impression des cartes d'électeurs et des pannes. L'opération d'enrôlement s'est clôturée vendredi 17 février dans la première aire opérationnelle, après une prolongation de 25 jours. Une période de rattrapage sera accordée aux centres qui ont connu des difficultés de fonctionnement.

Enrôlement au Nord-Kivu : 3 territoires ont un faible taux de couverture à cause de l'insécurité, selon la Ceni. Selon le rapporteur adjoint de la Ceni, cette situation est due d'abord à la guerre qui touche directement deux territoires mais aussi à l'insécurité récurrente dans certaines zones de la province notamment à Walikale. Au-delà de l'aspect sécuritaire, certaines zones sont inaccessibles à cause de l'état des routes. La Ceni dit avoir entamé des consultations avec différents acteurs afin de trouver les moyens de contourner ces défis.

Oicha : la société civile dénonce le contrôle de la nouvelle carte d'électeur par les agents de l'ordre alors que l'enrôlement se poursuit. « Du moment où c'est le début des opérations, tout le monde ne peut pas obtenir la

carte au même moment. Donc, nous devons attendre l'issue même des opérations dans la commune d'Oicha et sur toute l'étendue de la troisième zone opérationnelle pour que cette nouvelle carte soit d'exigence pour tout le monde». Il est demandé aux autorités policières et militaires de bien instruire leurs éléments en cette matière. **Kindu : Salomon Idi sollicite une enquête sur son agression au centre d'enrôlement de Basoko.** Il estime que cela va permettre de connaître les auteurs de ces violences et les trainer en justice afin de dissuader les autres. « Les enquêtes viennent de commencer, on va dégager les responsabilités. Nous appelons la jeunesse à la conscience à ne pas se laisser manipuler par les hommes politiques », a déclaré le maire de Kindu. Une personne avait trouvé la mort et une vingtaine d'autres blessées lors des troubles survenus au centre d'enrôlement de Basoko, à Kindu. **La Ceni globalement satisfaite du déroulement au Mai-Ndombe.** Son secrétaire exécutif provincial au Mai-Ndombe, a fait savoir que la plupart des centres d'inscriptions fermés le 17 février, ont au moins atteint le nombre d'électeur attendus. Il a par ailleurs souligné que la Ceni a déployé ses techniciens à l'intérieur du Mai-Ndombe pour collecter les données et faire un monitoring complet ou on pourra se faire une idée. **Kasaï-Oriental : le député Bintu conseille les requérants à ne pas s'enrôler loin de leurs lieux de résidence.** Cet élu demande à la population de ne pas céder aux appels des politiques qui leur demande d'aller s'enrôler loin de leurs résidences, « parce que le jour 'J', il n'y aura pas de transports mis à votre disposition par ces candidats »

Addis-Abeba : le Congolais Dr Jean Kaseya élu à la tête du Centre africain pour la surveillance et la prévention des maladies (CDC). Il a été voté par les chefs d'Etat de l'Union africaine. Il remplace à ce poste le Camerounais Nkengasong. Agé de 53 ans se dit fier de la nation congolaise. Le CDC est la plus grande organisation sanitaire d'Afrique basée à Addis-Abeba. Elle a été très active dans la lutte contre la pandémie de COVID-19.

Kwilu : 568 élèves déplacés exonérés des frais scolaires. Ces enfants déplacés à la suite de tueries de Kwamouth, inscrits dans certaines écoles de la ville de Bandundu, sont exonérés de tous les frais scolaires, excepté les frais de l'examen d'Etat, par les autorités locales de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST). Cette D'après le directeur provincial de l'EPST de Kwilu 1, la mesure avait été annoncée verbalement par le ministre provincial de l'EPST du Kwilu aux chefs d'établissements concernés, il y a quelque temps. Mais ces derniers n'ont pas obtempéré. Il a donc demandé aux gestionnaires des écoles concernées de cesser de chasser ces élèves pour non-paiement des frais scolaires. Il précise que les récalcitrants seront sanctionnés.

Préliminaires examen d'Etat : une trentaine de candidats autodidactes inscrits au Maniema. L'inspectrice principale provinciale au Maniema, a expliqué qu'il existe deux catégories d'autodidactes à l'examen d'Etat : ceux ayant présenté avec le succès l'épreuve préliminaire et d'autres ayant déjà obtenu leurs examens d'Etat mais veulent améliorer leurs scores ainsi que les candidats scolarisés mais débarqués pour raisons âge.

Kwilu : plaidoyer pour l'inauguration de deux bacs à Bagata. L'Association les Jeunes Authentiques et Visionnaires du Grand Bandundu (JAVIBA) a expliqué que l'Office des routes (OR) a doté ces deux engins à ce territoire en 2018 pour le désenclaver, mais n'ont jamais été utilisés. L'inactivité de ces deux bacs renforce l'enclavement du territoire de Bagata et cela freine son développement socio-économique. L'association demande donc d'inaugurer ces deux bacs, se trouvant sur la rivière Inzia, territoire de Bagata (Kwilu).

L'EAC recommande la mise œuvre d'un plan conjoint de résolution de la crise sécuritaire dans l'Est de la RDC. Ces pays membres de l'EAC estiment que ce plan conjoint va aider à la désescalade des tensions et normalisations des relations politico-diplomatiques entre la RDC et le Rwanda. Ils ont également réitéré l'appel à la cessation des hostilités en particulier des attaques du M23 contre les Fardc et la Monusco. Ils sont revenus sur le cantonnement et désarmement du M23 sur le territoire congolais sous le contrôle des autorités congolaises, de la force régionale, du mécanisme de vérification ad hoc et de la mission onusienne. Ils ont insisté sur le retour des déplacés dans leurs milieux d'origine ainsi que les réfugiés congolais qui se trouvent au Rwanda tel que mentionné dans la feuille de route de Luanda.

Lundi 20 février.

Nord-Kivu: le gouverneur déconseille des actes de stigmatisation communautaire pendant l'enrôlement des électeurs. « Vu le moment de tension que traverse la province à la suite de la guerre menée par le M23\RDF, le gouverneur militaire appelle la population de sa juridiction à bannir toute stigmatisation et à se tolérer mutuellement pendant cette période d'enrôlement. L'autorité provinciale rappelle que tout acte de stigmatisation et exclusion à l'endroit d'une quelconque communauté perturberait le processus d'enrôlement en cours et faciliterait le jeu de l'ennemi, car c'est dans l'unité que nous vaincrons ce dernier ». La Ceni a lancé, le 16

février, l'opération d'enrôlement des électeurs dans la province du Nord-Kivu sauf dans les localités en proie à la guerre et à l'insécurité notamment dans les territoires de Masisi, Nyiragongo et Walikale. **Maniema : le gouverneur rassure du bon déroulé du processus d'enrôlement des électeurs sur l'ensemble de la province.** Pour le comité de pilotage de la sécurisation du processus électoral, la situation sécuritaire dans certaines régions n'est pas aussi inquiétante au point d'empêcher le déroulement de ces opérations. Il révèle que, même dans la partie Sud de la province, touchée par l'insécurité, notamment des Maï-Maï Malaika, les opérations d'identifications se passent sans incident. Partout, au Sud Maniema on a lancé officiellement ce processus. C'est une étape importante que nous sommes obligés de sécuriser et faire de sorte qu'il y ait beaucoup d'enrôlés. **Nord-Kivu : début timide de l'opération d'enrôlement des électeurs à Masisi et Walikale.** Selon la société civile de Masisi, l'opération d'enrôlement débute progressivement dans les endroits où les matériels électoraux ont été déployés. La faible couverture est due à la situation sécuritaire précaire. Du côté du territoire de Walikale, les opérations ont commencé dans les entités accessibles alors que sur les axes enclavés, la Ceni a du mal à déployer ses matériels et ses agents. Presque la moitié des 17 groupements que compte ce territoire, n'a pas encore reçu les kits d'enrôlement. Le territoire de Rutshuru, quant à lui, devra attendre une amélioration de la situation sécuritaire. **Nord-Kivu : plusieurs localités de Lubero risquent de rater l'opération d'enrôlement des électeurs.** Au cinquième jour, ce 20 février, du lancement de l'enrôlement des électeurs, au moins onze localités de cette chefferie, sont presque vidées de leurs habitants à la suite d'un activisme accru des groupes armés locaux. On peut aussi constater dans la même région qu'il y a une crise humanitaire faisant appel à une assistance du gouvernement... ».

Lomami : plus de 600 cas de malnutrition répertoriés à Bakwa Mulumba, dont 11 décès. Les enfants de moins de 5 ans sont les plus touchés. D'après le médecin chef de division provinciale de la santé, plusieurs causes sont à la base de la recrudescence de cette malnutrition dans cette zone de santé, notamment la vente des produits vivriers par les paysans et la consommation d'une nourriture non équilibrée. Il affirme que son service mène des actions communautaires pour lutter contre cette malnutrition à Bakwa Mulumba.

Bandundu : plusieurs maisons menacées par des érosions à Masimanimba. En plus, les pluies qui s'abattent ces derniers temps sur cette partie de la province du Kwilu, aggravent la situation, rendant également impraticable, la route de Masimanimba. La RN1 est aussi sur le point de se couper en deux à ce niveau à cause des érosions. La société civile plaide pour une lutte anti érosive en construisant des caniveaux afin de canaliser les eaux de pluie.

Lubero : l'ICCN lance le programme de lutte contre le réchauffement climatique dans les écoles. Ce programme va apprendre aux jeunes élèves la culture de planter les arbres. Il comprend essentiellement des séances de sensibilisation et de mobilisation environnementale, ainsi que des activités culturelles. Il s'agit notamment des productions théâtrales sur les notions environnementales, des poèmes, des musiques traditionnelles, des concours d'éloquence et les génies en herbe sur les valeurs écologiques. Un accent va aussi être mis sur la relance des jardins scolaires. A l'occasion du lancement de ce programme d'éducation, une campagne de reboisement a été symboliquement lancée. Pour cela, l'administration du territoire a rendu disponibles 1000 arbres à planter dans les écoles et le long des artères principales de Lubero.

Kinshasa : ouverture de la 47e assemblée générale de la Fédération des sociétés africaines de droit national africaine. Cette rencontre économique a pour thème : « L'assurance africaine : Comment exploiter au maximum son potentiel pour une prospérité partagée ». Ces assises de 5 jours visent à sensibiliser les pays africains et particulièrement la RDC qui a d'énormes potentialités en matière d'assurance.

Nord-Kivu : poursuite des combats entre Fardc et M23 dans la région de Kitshanga. Ces combats se dérouleraient à Ndondo et Kyahemba tout près de Kitshanga semant la panique au sein des populations se trouvant dans des villages situés entre Kitshanga et Mwesso. Les Fardc contrôlent la partie Nord de Kitshanga à savoir la ferme Rujugiro, à 3 km de Kitshanga jusqu'à Mwesso. Les rebelles du M23 soutenus par le Rwanda occupent la colline de Rusinga et Kitobo, à 3 km, mais aussi les collines de Mbau et Kahe côté Est, dans la partie Bishusha.

Kisangani : inauguration du pont Katchuya réhabilité par le gouvernement provincial. Ce pont en béton armé est long de 18 mètres sur 5. Il a une capacité de 20 tonnes. Grâce à cet ouvrage, les habitants des blocs Kikongo et Katchuya peuvent désormais rejoindre les deux rives de la rivière Katchuya.

Ituri : les femmes victimes des atrocités sollicitent l'implication de l'ONU pour obtenir justice et réparation. Depuis cinq ans, l'Ituri est plongé dans les violences de groupes armés principalement dans les territoires de Djugu, Irumu et une partie de Mahagi. La plupart des victimes sont les enfants et surtout les

femmes qui sont tuées, violées ou enlevées et faites esclaves sexuelles par leurs ravisseurs. Celles qui survivent à ces violences sont traumatisées et en gardent d'importantes séquelles psychologiques. Touchée par cette situation, le sous-Secrétaire général des Nations Unies pour les droits de l'homme, Brands Kehris, espère une intervention d'urgence pour toutes ces femmes victimes dont elle a salué le courage.

Beni : 5 rebelles ADF se rendent aux Fardc. « Les Fardc ont traqué les terroristes ADF-MTM dans la périphérie de rivière Sefu, où nous avons vu cinq de ces jihadistes se rendre. Parmi eux figure le Sheikh Ramazani Idris Mpanda qui est Imam d'une mosquée dans la ville de Kalemie. Cela montre que les terroristes ADF-MTM recrutent partout et non seulement au Nord-Kivu ».

La sous-secrétaire générale de l'ONU aux droits de l'homme entame sa visite au Nord-Kivu. Les acteurs des droits humains du Nord-Kivu plaident pour une solution holistique aux conflits armés ayant entraîné des violations graves des droits humains dans l'Est de la RDC. L'appel est fait par les délégués de Barza Intercommunautaire, lors d'une rencontre le 20 février à Goma avec la sous-secrétaire générale des Nations unies aux droits de l'homme, Brand Kehris. Pour elle, "l'importance de rencontrer ces organisations surtout dans des situations sécuritaires très tendues, nous mène à mieux comprendre premièrement la complexité de l'histoire. Donc, c'est essentiel pour nous la communauté internationale d'amener ça dans les discussions des Etats membres de l'ONU pour qu'ils comprennent mieux la situation", a-t-elle affirmé.

Sud-Kivu : les déplacés de Bijombo craignent des attaques armées après le retrait des casques bleus. Il y a trois ans, ces personnes, près de 4 000 personnes soit environ 650 ménages avaient fui les combats intercommunautaires dans leurs milieux pour trouver refuge à côté du camp du contingent Pakistanais de la Monusco. Avec la fermeture définitive de la base de la Monusco, ces déplacés craignent d'éventuelles attaques des groupes armés communautaires encore actifs dans la région. Ils demandent qu'on renforce les Fardc.

Bandundu : les candidats autodidactes débutent les épreuves préliminaires de l'examen d'État 2022-2023. «Ces épreuves concernent les candidats irréguliers désirant obtenir le diplôme d'État ou celui de l'aptitude professionnelle en dehors des écoles. Ils se chiffrent approximativement à 85 candidats pour les trois centres que compte la province éducationnelle Kwilu 1 », a souligné le chef des services généraux de l'EPST Kwilu 1. Ceux qui réussiront à ces préliminaires seront éligibles à l'épreuve de hors-session et à la session ordinaire prévues dans quelques mois.

Le Cardinal Ambongo, nouveau président du Symposium des conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar. Le Cardinal Fridolin Ambongo a été élu au poste de président du Symposium des conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar, en remplacement de feu le Cardinal Richard Baawobr. Son élection est intervenue à l'issue de la réunion du comité permanent du SCEAM, tenue à Accra, Ghana du 14 au 17 février.

Bruxelles : poursuite de l'enrôlement des électeurs congolais. Les opérations d'enrôlement et d'identification des électeurs, débutées depuis le 25 janvier dernier au centre installé par la Ceni dans les locaux de l'Ambassade de la RDC à Bruxelles en Belgique, se poursuivent. C'est la première fois que la Ceni a élargi l'opération d'identification et d'enrôlement pour les Congolais vivant dans trois pays étrangers, Belgique, France et Afrique du Sud. Les requérants doivent se présenter avec le passeport congolais en cours de validité ou une carte consulaire, une attestation de résidence, ou encore avec une carte de séjour en cours de validité.

Mongala : les habitants se plaignent d'une mauvaise qualité des services de téléphonie cellulaire. Les utilisateurs se retrouvent très souvent sans signal cellulaire pendant plusieurs heures. Durant ce temps, ils ne peuvent ni passer correctement des appels téléphoniques ni se connecter à Internet. Et quant à la connexion Internet, elle est très lente. Tout cela n'a donné lieu à aucune action des autorités, se plaignent les abonnés.

IXes Jeux de la Francophonie : formation des volontaires régionaux. Les volontaires régionaux recrutés par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) pour intégrer le Comité national des IXes Jeux de la Francophonie sont tous arrivés à Kinshasa. Ce lundi 20 février 2023, ils ont débuté une séance de formation pour leur permettre de s'imprégner de l'organisation des Jeux de la Francophonie, avant d'intégrer les différents départements et Commissions du Comité national. La formation est dispensée par les experts de l'OIF et de l'Université Senghor d'Alexandrie. Les experts de différents départements et commissions seront aussi au programme pour faciliter leur intégration. Cette formation va s'étendre du 20 au 24 février 2023.

Mardi 21 février.

Muanda : l'armée interdit l'accès dans certaines zones à la suite d'exercices de tirs à la base de Kitona. Ces séances des tirs dont les préparatifs ont commencé depuis le 17 février, iront jusqu'au 26 février, a indiqué le commandant de la base militaire de Kitona, dans un communiqué du lundi 20 février. Ce communiqué a été lu à la presse par l'administrateur adjoint du territoire en charge des questions politiques et administratives.

Lubero : le REDHO déplore la persistance de l'insécurité des Maï-Maï dans plusieurs agglomérations. En effet, deux groupes Maï-Maï se disputent l'occupation de ces entités, et se livrent à de violents combats depuis le mois de janvier, indique le Réseau pour les droits de l'homme (REDHO). Un déplacement massif de la population est observé dans ces entités vers d'autres localités de Lubero, à la suite de cette insécurité. Dix-sept écoles primaires et secondaires ont fermé leurs portes dans la zone, et des morts sont enregistrés, note cette organisation de défense des droits de l'homme. On déplore aussi les vols, pillages et extorsions des biens de la population civile. Les opérations d'identification et d'enrôlement des électeurs n'ont pas encore commencé dans la plupart de ces entités. Le Redho recommande à l'armée d'utiliser la force pour éradiquer ces groupes armés qui refusent d'adhérer au processus de paix. Aux organisations humanitaires, il demande de venir en aide à de nombreuses personnes ayant fui les affrontements des Maï-Maï dans leurs villages respectifs.

« Revisiter le contrat chinois permettra de résoudre certains problèmes des Congolais », selon Patrick Muyaya. « Le contrat chinois qui a été signé en 2006 et qui devait être revisité, c'est un travail qui a commencé. Nous ne voulons pas réagir aux propos de l'ambassade de Chine mais nous voulons regarder les intérêts des Congolais. Aujourd'hui, par rapport aux objectifs assignés à ce contrat, on n'a pas beaucoup bénéficié. C'est ainsi que l'IGF est allée creuser avec des chiffres. La stratégie du gouvernement est de regarder partout où nous devons glaner des ressources pour faire face au problème des Congolais. Nous voulons tout simplement nous assurer que le contrat répond aux exigences congolaises qui devait donner des infrastructures, routes... », a expliqué le ministre de la Communication et Médias. « Le contrat chinois aujourd'hui n'est pas à notre avantage. Nous n'avons reçu qu'un peu moins de 1 milliard USD d'investissement. Nous avons exonéré dans beaucoup de charges et taxes mais ils ont généré beaucoup de recettes qui dépassent 10 milliards USD. Mais au-delà de ce contrat chinois d'investissement contre mines, il y a aujourd'hui un litige avec la Sicominex pour le super profit qui n'est pas concerné par les exonérations. Malheureusement Sicominex ne veut pas payer les 200 millions USD qu'on lui réclame au titre de super profit. Elle doit le payer parce que cette taxe, cet impôt ne fait pas partie des impôts exonérés au titre de la convention », a souligné le ministre des Finances.

Assurances en RDC : le chiffre d'affaires est passé de 70 à plus de 268 millions USD. « En RDC, il y a de cela près de huit ans, une grande réforme a été opérée dans le secteur des assurances et cela a abouti notamment à la libéralisation du marché par la promulgation de la loi N°15/005 du 17 mars 2015 portant Code des Assurances. Le pays est dès lors passé d'un à 41 acteurs. Depuis l'entrée sur le marché de nouveaux opérateurs, le chiffre d'affaires du pays est passé de 70 millions en 2018 à plus de 268 millions USD en 2022 ; soit une croissance annuelle de 54 % tel que publié par l'ARCA lors de sa dernière conférence sur l'état du marché ».

Kinshasa : six ans des travaux forcés requis contre l'ancien DG de la SNEL et ses co-accusés. Ils sont accusés de détournement présumé des deniers publics, de conflit d'intérêt, de corruption, de délit d'initié dans le cadre de la passation des marchés publics. Si l'ancien DG est l'accusé principal, les deux autres sont poursuivis pour participation criminelle, selon le ministère public. Concernant le montant présumé détourné, Me José Ilunga fait savoir qu'il s'agit de sommes volées progressivement et à différents niveaux.

Kasaï : 4 morts dans un accident de circulation à Tshikapa. Deux véhicules, un bus de transport en commun et une Land cruiser sont entrés en collision. Les personnes décédées sont celles qui étaient dans le petit véhicule.

Bandundu : 30 décès enregistrés parmi les déplacés de Kwamouth. Parmi les 30 morts, recensés depuis août 2022, l'on compte 17 enfants. Le vice-gouverneur du Kwilu, indique que cette province compte à ce jour 43.361 déplacés. Parmi eux, il y en a qui sont dans des familles d'accueil et d'autres sont dans des sites d'hébergement. Il déplore les conditions dans lesquelles vivent ces déplacés qui n'ont ni à manger, ni l'accès aux soins médicaux.

Nord-Kivu : après avoir subi un échec face aux Fardc, les rebelles du M23 tuent des civils à Rutshuru. Ces massacres se seraient passés dans les villages de Kasesero et Kanyati. Ces rebelles auraient tué ces civils en représailles aux embuscades tendues contre eux par les forces d'autodéfense dans cette région de Bwito. Une accalmie s'observe dans la matinée de ce mardi 21 février sur les lignes de front en territoire de Masisi et Rutshuru.

Ituri : l'insécurité retarde les opérations d'enrôlement des électeurs dans plusieurs entités. Dans le territoire de Djugu où sévissent l'activisme des groupes armés, ayant entraîné le déplacement de la population,

L'opération d'enrôlement a été lancée le 20 février dans la cité minière de Mongwalu et à Fataki. Cependant, plusieurs centres d'enrôlement ne sont pas encore ouverts, notamment, dans les groupements de Ugwaro, Djaiba, Mbr'bu, Dheja, Dzna, Djukpa, Kpandroma, affirme la société civile de ce territoire. Dans le territoire d'Irumu, le centre d'enrôlement de Sokotano a ouvert ses portes depuis ce 21 février sur l'axe Komanda-Luna. Même aux centres commerciaux de Marabo et Nyakunde, l'enrôlement n'a pas encore commencé. Ce retard inquiète les acteurs politiques qui demandent au gouvernement de garantir la sécurité dans plusieurs entités. **Enrôlement des électeurs: 3 blessés à la suite des tensions observées à Uvira.** Tout a commencé lorsque des jeunes Barundi se sont vu refuser de se faire enrôler à Katekama par des jeunes Fuliiru. A leur retour, ces jeunes Barundi ont barricadé la RN5 pour exprimer leur ras-le-bol et dénoncer une prétendue discrimination dans l'inscription sur les listes des électeurs. **Nord-Kivu : la société civile de Banande-Kainama salue l'accalmie imposée par les forces conjointes Fardc-UPDF,** en cette période des opérations d'identification et d'enrôlement des électeurs. « Nous confirmons également le début des opérations d'identification et d'enrôlement des électeurs dans le groupement Banande-Kainama. Nous remercions sincèrement la Monusco qui s'est battue pour amener les machines dans le groupement Banande-Kainama et appelons la population locale à aller s'enrôler ». **Un couvre-feu décrété à Kindu.** La raison fondamentale de cette mesure fait suite à « une tension vive au niveau de la ville de Kindu et puis il y a la recrudescence de l'insécurité. Voilà pourquoi, le conseil de sécurité s'est réuni pour statuer sur la question et à décider de l'instauration du couvre-feu qui va aller de 21 à 5 heures du matin ». La mesure vise à sécuriser le processus d'enrôlement des électeurs et à éradiquer la recrudescence de l'insécurité observée ces jours-ci dans cette ville.

Beni : 665 collaborateurs des ADF arrêtés par l'armée depuis l'instauration de l'état de siège au Nord-Kivu, le 6 mai 2021. Plus de 200 rebelles ADF dans le territoire de Beni ont eux aussi été interceptés par les forces de défense. Ce résultat démontre la motivation des Fardc à mettre fin au phénomène ADF dans la région, selon le porte-parole, le capitaine Anthony Mwalushayi. Il ajoute que, plusieurs localités de Beni sont dégarnies des ADF, à la suite des opérations mixte, Fardc-UPDF.

Ouverture de l'Ecole doctorale en didactique de disciplines à l'ISP Kisangani. Le Président du conseil d'administration de l'ISP, a indiqué que cet établissement entend promouvoir la relève académique, accroître les effectifs des enseignants qualifiés. « Notre responsabilité comme école doctorale est d'accompagner les auditeurs jusqu'à la fin, jusqu'à leur destination et pour y arriver il faudra une bonne dose d'engagement personnel et de détermination pour garantir un travail de qualité... » Pour sa part, le Directeur général de l'ISP/Kisangani, est persuadé que l'ouverture du 3e cycle à l'ISP/Kisangani va permettre aux assistants et chefs de travaux de poursuivre leur cursus universitaire en défendant leurs mémoires de DES ou de DEA.

Général Chico Tshitambwe : « La guerre contre le Rwanda, nous allons l'emporter ». « Cette guerre est survenue au moment où nous étions concentrés dans les opérations contre les ADF et les autres opérations en Ituri. Les FARDC sont en train de faire leur travail. La guerre contre le Rwanda, nous allons l'emporter. Tous ces territoires conquis par ce dernier seront repris sans aucune forme de négociation. Ça fait presque 25 ans que notre population dans la partie Est souffre beaucoup. Du massacre de Makobola jusqu'à celui de Kishishe, tout est documenté. Le massacre de l'Est porte un nom et une adresse. Tôt ou tard, les responsables vont payer ».

Haut-Katanga : les agents du Programme national de l'hygiène aux frontières réclament leurs primes de 5 mois. Ils ont organisé leur manifestation à Lubumbashi. Ils affirment que leurs primes sont bloquées, depuis octobre dernier, par les inspecteurs de l'IGF en mission dans leur établissement. Ces agents disent ne pas comprendre les raisons ayant poussé des inspecteurs de l'IGF à mener cette démarche.

Sud-Kivu : une école secondaire dépourvue de locaux et bancs à Bijombo, dans les hauts plateaux d'Uvira (Sud-Kivu) éprouve, depuis quelques jours, des difficultés de fonctionnement. Cette école secondaire n'a pas de locaux appropriés, ni de bancs, ni d'effectifs d'élèves consistant, pas encore de matériels didactiques adéquats. L'Institut fonctionne avec à peine 25 élèves dont la classe de 5e année n'existe pas, faute d'effectifs. Selon un enseignant la situation de cet établissement est due à l'insécurité qui prévaut dans ce milieu. Cet enseignant demande aux humanitaires et au gouvernement de leur venir en aide avec des manuels scolaires et autres.

Mercredi 22 février.

Beni : la société civile déplore l'absence de détecteurs des métaux dans des centres d'enrôlement des électeurs. Les policiers commis à ces centres sont dépourvus de ce matériel de détection, dans une région qui fait face aux attaques à la bombe artisanale. Ce constat a été fait après avoir visité la plupart des centres d'inscription installés à Beni, indique le président de la société civile dans cette ville. Cette inquiétude est partagée par le président de la société civile du territoire de Beni. Ce dernier appelle, pour sa part, la population à la vigilance accrue dans leur milieu, en cette période d'enrôlement des électeurs. **Bruxelles : des Congolais**

vivant en Belgique se font enrôler pour voter utile, lors de prochaines élections. Plusieurs Congolais qui se font enrôler à Bruxelles, en Belgique, se disent déterminés d'aller au vote en vue d'apporter le changement. Plus de cent Congolais résidant en Belgique ont fait le déplacement le 21 février pour se faire enrôler.

Kongo-central : un policier condamné à la peine capitale pour tentative de meurtre. Commis à la garde du parquet de Muanda, il a été arrêté le 12 février, pour avoir pointé une arme sur le chef de ce parquet, qui lui interdisait de percevoir l'argent auprès des visiteurs des personnes en détention au cachot. Pour le magistrat auditeur militaire, cette sentence doit interpeller tous les hommes en uniformes qui s'adonnent à l'indiscipline.

Kinshasa : prestation de serment des membres de la CNDH. Il s'agit de cinq hommes et quatre femmes émanant de la société civile qui démarrent la deuxième mandature de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) avec comme président Paul Nsapu. « Nous allons veiller au respect des mécanismes de protection, de promotion et de défense des droits de l'homme dans le but de mettre l'homme à sa place et de porter l'État de droit dans le cœur des Congolais », a déclaré la vice-présidente de la CNDH. Investis par l'ordonnance présidentielle du 31 janvier 2023, les membres de la Commission nationale des droits de l'homme ont été désignés en décembre 2022 par l'Assemblée nationale, conformément à la Constitution de la RDC.

Ouverture des 7^{ème} négociations intergouvernementales sur la coopération au développement entre la RDC et l'Allemagne. « Après le gel des relations de coopération structurelle avec la RDC par les pays occidentaux en 1990, la République fédérale d'Allemagne avait renoué avec la RDC en mai 2007, avec la visite à Kinshasa du ministre Allemand de coopération au développement. Cette visite a été marquée notamment par l'accord d'octroi à la RDC, du statut de pays partage, c'est-à-dire un statut privilégié pour la coopération officielle avec un chronogramme régulé des échanges intergouvernementaux». Ces travaux, permettront de mettre sur pied, « un comité de pilotage chargé du suivi de tous les projets exécutés par la partie allemande, afin de pérenniser les acquis de la coopération ». « Après la pandémie de COVID-19 dont nous sommes encore en train de subir les effets néfastes, l'invasion criminelle de l'Ukraine par la Russie entraîne depuis déjà une année, aussi bien en Europe qu'en RDC, de fortes perturbations dans l'activité économique. Cette situation plonge le monde dans une baisse de l'activité économique et réduit ainsi les perspectives de croissance, surtout pour les Etats en développement ». Le diplomate Allemand a déploré les défis tant sécuritaires que climatique, tel que, les massacres dans l'Est de la RDC, les violations des droits de l'homme ainsi que l'exploitation minière artisanale, comme centre de gravité des menaces environnementales pour la paix. La délégation allemande a qualifié les réformes dans les secteurs de la sécurité et de la justice, d'une nécessité pour la paix et la cohésion sociale en RDC, en vue de renforcer la politique de gouvernance et d'améliorer ainsi les conditions sécuritaires et les questions de droit de l'homme.

Lancement des travaux d'aménagement de la route reliant Mbuji-Mayi à Kananga. Ces travaux sont financés par le Fonds de promotion de l'industrie et exécutés par l'entreprise Égyptienne, Samcrete. Des travaux qui s'inscrivent dans le cadre du programme présidentiel accéléré de lutte contre la pauvreté et la réduction des inégalités. Il est demandé à la population de s'approprier ce projet qui va bientôt désenclaver la province.

Kinshasa : des morts à la suite de l'incendie d'un immeuble à Limete. Plusieurs personnes sont mortes dans la matinée ce 22 février, dans l'incendie d'un immeuble de trois niveaux sur la 8^{ème} rue Limete industriel, en face du lycée technique de Limete. Deux autres personnes sont mortes en se jetant dans le vide à partir du 3^{ème} niveau.

Les causes de l'incendie ne sont pas encore connues. Beaucoup de gens sont encore piégés par les feux.

Nord-Kivu : de violents combats entre Fardc et M23 près de Saké et à Mushaki. A Mushaki, 15 km de Saké, les M23 et leurs alliés ont attaqué tôt les positions des Fardc. A l'issue de violents, le M23 et alliés, viennent d'occuper cette localité, attestent les notables locaux. Un autre front est ouvert près de Saké. Les combats se passent à Murambi, à 3 km de Saké. Cependant une accalmie relative s'observe ce mercredi dans la région de Kishishe et Bambo, après des combats toute la soirée du 21 février entre les rebelles du M23 contre les Fardc d'une part et contre les Maï-Maï d'autre part. Les Fardc et les Maï-Maï sont toujours en face à face avec les rebelles du M23.

Tanganyika : la Monusco remet à la Police le camp du contingent indonésien de Bendera. Ce geste s'inscrit dans le cadre du retrait progressif et ordonné de la Monusco, dans cette région. Ce qui permettra à la Police Nationale Congolaise de prendre le relai des casques bleus qui ont quitté après huit ans de service à Bendera. Il s'agit d'environ 40 infrastructures, dont sept zones d'hébergement préfabriquées, six bâtiments à parois souples, trois conteneurs maritimes, trois salles de bain, un réservoir et au moins 15 climatiseurs fixés dans ces installations.

Kisangani : des infirmiers sensibilisés sur le dépistage du cancer de col utérin. L'Association des femmes africaines qui milite contre le VIH/ Sida renforce les capacités de 25 infirmiers et infirmières en vue de la sensibilisation des femmes sur la prévention du cancer du col utérin. C'est, dans un atelier de deux jours, ouvert le 21 février à Kisangani. Il est également question d'amener les femmes à adhérer à la campagne de dépistage gratuit de cette pathologie, en cours aux Cliniques universitaires de Kisangani.

Kasaï-central : aucun matériel électoral n'a été trouvé dans le véhicule du député Theo Kazadi. Le ministre provincial de l'Intérieur, affirme que la Land Cruiser appartenant au député Theo Kazadi, impliqué dans un accident mortel le 20 février, ne contenait pas du matériel électoral comme il est dit dans les réseaux sociaux. Le lundi en effet, un bus et une Toyota Land cruiser sont entrés en collision au Kasaï sur la RN1, faisant quatre morts. Les corps des victimes ont été évacués. Pour lui, l'accident est dû à l'excès de vitesse. **Découverte du matériel électoral dans un véhicule accidenté au Kasaï-Central : la CENI exige des sanctions exemplaires.** « La Ceni invite les instances judiciaires et policières à faire diligence dans la recherche des coupables et que les sanctions sévères et exemplaires leur soient infligées », indique le communiqué. Elle se dit par ailleurs disposée à apporter son concours pour l'établissement de la vérité et « promet de tirer toutes les conséquences qui s'imposeraient si jamais son personnel, à quelque niveau que ce soit, serait impliqué ».

Ituri : 17 morts lors d'une attaque des présumés miliciens Codeco à Banyari Kilo. 20 personnes ont été kidnappées vendredi dernier par des hommes armés au village de Lisey. Ces otages ont été acheminés vers Nyangaray, présenté comme un fief de la milice Codeco. 10 ont été relâchées par leurs bourreaux et 10 autres ont été exécutés. Les 7 autres victimes sont des passagers qui se rendaient la semaine dernière à Mongwalu. Elles sont tombées dans une embuscade tendue par les Codeco qui les ont conduits au village de Gutsi avant d'être tués.

Nord-Kivu : 4 groupes armés de Lubero signent un cessez-le-feu pour faciliter l'enrôlement des électeurs. Dans ce document, ces groupes armés s'engagent notamment à observer un cessez le feu immédiat suivi d'un retrait des villages sous leur occupation avant le déploiement des Fardc dans ces zones. Le retrait de ces groupes armés va permettre le retour des déplacés dans leurs villages et le déploiement du matériel ainsi que du personnel de la Ceni pour le lancement des opérations d'identification et d'enrôlement des électeurs au nord du territoire de Lubero, précise le communiqué. Au moins 150.000 personnes, soit environ 20 % de la population de la chefferie de Baswagha, sont en déplacement depuis plusieurs mois à la suite des affrontements entre les groupes armés actifs dans la zone.

Bruxelles : remise des cartes consulaires aux Congolais ayant des passeports expirés. Plusieurs Congolais, qui détenaient des passeports expirés, obtiennent gratuitement des cartes consulaires, après avoir introduit une demande écrite à leur Ambassade à Bruxelles. Depuis une semaine, l'Ambassade est envahie par les Congolais vivant en Belgique, qui tiennent à remplir leur devoir civique à travers l'obtention de leurs cartes d'électeurs.

Les épreuves de l'Examen d'Etat 2023 devraient être gratuites pour les finalistes de Kwamouth, plaide le député provincial Bisaka. D'après lui, les parents de ces élèves, qui sont généralement cultivateurs, n'ont pas vaqué à leurs activités champêtres cette année à cause de l'insécurité et ils ne seront pas en mesure de payer tous ces frais. Selon lui, ces évaluations de l'Etat devraient être gratuites pour permettre à ces finalistes du territoire de Kwamouth de les affronter aisément.

Jeudi 23 février.

La route Kinshasa – Matadi de nouveau endommagée par la pluie, près du marché de Matadi Kibala, dans la commune de Mont Ngafula. Conséquence : une centaine de camions transportant divers produits en provenance du Kongo-Central ne peuvent plus entrer dans la capitale. Ce drame survient à la suite de la pluie diluvienne qui s'est abattue le 22 février sur la ville détruisant ainsi ce tronçon qui était en pleine réhabilitation. Le bilan fait état de l'écroulement des avaloirs qui venaient d'être installés là où était intervenu le dernier glissement.

Kinshasa : Felix Tshisekedi lance ce jeudi le premier module de l'usine de traitement d'eau de la Regideso du quartier Ozone. « Plus qu'une simple usine, il s'agit d'un complexe industriel chargé de traiter et fournir de l'eau potable aux populations des communes de Ngaliema et Mont Ngafula dans la partie Ouest de la capitale. Avec une capacité de production journalière de 110 000 m³ d'eau, ce module est le premier d'une série de 2 autres qui sont en construction sur le même site », indique la dépêche. La nouvelle usine de traitement d'eau de Binza Ozone vient s'ajouter aux 6 autres qui existent à travers la ville de Kinshasa.

Kasaï-Central : début des travaux de la route Kananga-Kalamba Mbuji avec l'ouverture d'une route en terre battue. La première phase qui a démarré avec une route en terre battue permettra d'ouvrir la voie pour le passage des engins lourds d'ici le mois de juin prochain, a indiqué Toha Investment. L'entreprise note que la maintenance de la route sera assurée pendant le trafic jusqu'à l'étape de l'asphaltage. La route va être asphaltée après les travaux en terre battue. Une fois modernisée, cette route longue de plus de 200 km qui relie la RDC à l'Angola, pourra désenclaver le Kasaï-Central. Elle permettra les échanges commerciaux et ouvrira la voie vers l'océan Atlantique à partir du port de Lobito.

La communauté humanitaire veut mobiliser 2,25 milliards USD en faveur de 10 millions de personnes vulnérables. L'année dernière, seuls 48% des besoins chiffrés à 1,88 milliards USD ont pu trouver une réponse favorable alors que les besoins se sont accrus cette année. Le représentant spécial adjoint du Secrétaire général de l'ONU en RDC, coordonnateur des Affaires humanitaires et coordonnateur de développement, précise que « la situation humanitaire [de la RDC] a été exacerbée, les 12 derniers mois, par un regain de violence », notamment dans la province du Nord-Kivu avec 600 000 nouvelles personnes déplacées depuis mars 2022, en Ituri où des localités entières ont été, et continuent d'être, le théâtre de massacres par des milices ; mais aussi au Sud-Kivu avec des maladies telles que la rougeole qui continuent de frapper des milliers de personnes. Tout en saluant aussi le travail important des ONG, l'assistance humanitaire n'est pas la solution à la crise. Mais elle reste indispensable pour répondre aux besoins immédiats des millions de familles affectées. Le plus grand souhait restant la paix.

Sud-Kivu : le chef de la collectivité de la plaine de la Ruzizi sensibilise sa population à s'engager dans le processus électoral. Il lui demande aussi d'éviter la discrimination des uns par les autres. Le mwami Richard Nijimbere Kinyonyi III est en séjour depuis une semaine dans son entité où il a rencontré la population.

Les Etats-Unis exigent que tous les groupes armés cessent les hostilités et se retirent sans condition de l'est de la RDC. « Le chemin vers la paix est clair : nous attendons du leadership démontré lors de ces sessions à Addis-Abeba qu'il traduise les engagements en actions. Nous réitérons notre appel au Rwanda pour qu'il cesse de soutenir le groupe armé M23 et retire ses soldats de la RDC afin de faciliter la mise en œuvre de ces engagements conformément au calendrier approuvé lors du mini-sommet de la CAE du 17 février. Nous réitérons également notre appel à toutes les parties pour qu'elles condamnent les discours de haine et œuvrent de toute urgence à la prévention de la violence ethnique », ajoute le communiqué. En marge du sommet de l'Union africaine des 18 et 19 février, la secrétaire d'État adjointe aux Affaires africaines, a discuté avec les dirigeants régionaux de l'engagement commun à instaurer la paix et la stabilité dans l'est de la RDC et du besoin urgent de revitaliser les processus de paix. « Les États-Unis continueront de soutenir et de faire progresser les initiatives diplomatiques africaines visant à résoudre le conflit dans l'est de la RDC », conclut le document.

RDC : « Aucune pénurie d'essence ou de gasoil profile à l'horizon », ministère des Hydrocarbures. Il s'observe cependant un ralentissement de la montée des barges de gasoil pour Ango Ango à la suite des travaux de la Congolaise des voies maritimes (CVM). C'est dans ce cadre que le ministère des Hydrocarbures affirme avoir mis en place un plan de contingentement, en réduisant la quantité servie au niveau des stations-service, en attendant que le produit parvienne à Kinshasa. Tout cela, pour prévenir une pénurie sèche en carburant diesel.

Nord-Ubangi : grogne des enseignants qui réclament les arriérés de deux mois de salaires. « Depuis le mois de janvier, les enseignants qui sont payés par la Caritas Molegbe ne sont pas payés. La Caritas dit que l'argent a déjà été versé. Parce que leur banque appelée l'IFOD [Institution financière pour les œuvres de développement], qui devait verser l'argent directement au niveau de la TMB, a versé l'argent au niveau de la BCDC. BCDC qui devait nous payer. Nous sentons quelque part que l'argent a été détourné. Nous accordons à la Caritas quarante-huit heures. Et s'ils ne paient pas, nous allons aller en grève. C'est fini ! On menace de quitter Caritas pour aller ailleurs, parce que ce n'est pas une banque qui inspire confiance ».

Enrôlement des électeurs : Justicia Asbl sollicite une prolongation de 2 mois pour le Haut-Katanga. Le coordonnateur de Justicia Asbl, a avancé plusieurs raisons pour justifier sa requête : « il s'agit du monnayage de l'accès au bureau d'enrôlement, l'insuffisance de machines d'enrôlement, le fait que les machines tombent régulièrement en panne ou que des personnes non habilitées puissent détenir les fiches et les cartes d'électeurs, mais surtout l'engouement de requérants aux centres d'enrôlement ».

Ituri : le G5-A dénonce la persistance des violences dans la province. Devant la presse à Bunia, les cinq communautés de l'Ituri et leurs alliés, victimes des atrocités des groupes armés (G5-A) déclarent « nous sommes en train de subir de graves atrocités, des massacres, des pillages de nos biens, des destructions méchantes et autres. C'est pour cela que nous recommandons au chef de l'Etat d'ordonner l'intensification des opérations

militaires contre tous les groupes armés qui pullulent en province de l'Ituri ». Cette organisation a invité la communauté internationale à reconnaître l'existence du génocide en Ituri, mais aussi à accompagner le gouvernement dans sa mission de la restauration de la paix et de la sécurité dans cette province. Le G5-A, a salué la sagacité de la Ceni qui a pris la résolution d'organiser l'enrôlement pour les déplacés éparpillés dans plus de 70 sites des déplacés dans cette province et a par ailleurs encouragé la population iturienne d'appuyer les Fardc.

Maniema : les enseignants de Punia réclament leurs salaire et primes de gratuité. La société civile forces vives du Maniema, antenne de Punia, se joint aussi aux professionnels de la craie pour interpellier la conscience des décideurs, étant donné que cette situation a des conséquences fâcheuses sur la formation des enfants.

Butembo : un mort et plusieurs blessés dans un accrochage entre des militaires et des jeunes. Tout a commencé mercredi, lorsque le député Crispin Mbindule a décidé de braver l'interdiction de son rassemblement par le maire de Butembo. Accompagné d'un groupe de jeunes, il s'est dirigé vers le rond-point VGH, lieu où son activité politique a été prévue. Sur place, ils ont été dispersés par les Fardc qui assurent aussi le maintien de l'ordre dans cette ville sous état de siège. L'après-midi, ces jeunes vont revenir sur le lieu pour tenter encore de forcer la tenue de l'activité politique de Crispin Mundule. Les forces de l'ordre ont ouvert les feux et fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser ces jeunes. Bilan : un jeune homme tué et plusieurs blessés. Après ces incidents, la société civile de Butembo a appelé les acteurs politiques à la responsabilité et à la prise de conscience.

Kinshasa : le pasteur Denis Lessie recherché par la justice. Ce pasteur de l'église « Arche de Noé », actuellement en fuite, est accusé notamment de menaces d'attentats, d'injures publiques et d'imputations dommageables. Une plainte a été déposée contre lui à ce parquet général.

Prison centrale de Makala : le calme revient après 2 heures de tensions entre détenus du pavillon 3. Selon des sources pénitentiaires, il s'agit des brigands de la commune de Barumbu (Américains) qui se sont affrontés à ceux de la Tshangu (Arabes) pour des raisons non encore élucidées. Les mêmes sources rapportent que le calme est revenu, grâce à l'intervention de la force de défense et sécurité de la prison, composée du bataillon PM et de la Garde républicaine.

Kinshasa : Félix Tshisekedi inaugure le 1^{er} module de l'usine d'eau de Binza Ozone. Cette première phase du projet est réalisée à la hauteur de près de 71 millions USD pour une capacité de 110 000 mètres cubes/ jour. Cette infrastructure a été réalisée grâce au financement de la Banque mondiale dans un premier temps dans le cadre du projet d'alimentation en eau potable en milieu urbain puis dans un deuxième temps dans le cadre du projet Kin Elenda. Avec les travaux de la deuxième phase de cette usine qui ont déjà commencé, la Regideso envisage alimenter le réservoir de la commune de Makala afin de donner de l'eau de manière permanente aux communes de : Bandalungwa, Kasavubu, Selembao, Bumbu, Makala et Kalamu.

Beni : les Fardc remettent à la Monusco 16 enfants ex-otages des ADF. Ces enfants ont été libérés de leur captivité avec dix-huit autres personnes adultes, il y a trois jours, toujours pendant les opérations conjointes Fardc – UPDF près de la rivière Selube-Musulubi dans le territoire de Beni (Nord-Kivu). Ces enfants, dont onze filles, ont l'âge qui varie entre onze et seize ans. Ils seront gardés par une ONG partenaire de la Monusco pendant une période transitoire avant la réunification avec leurs familles. Les dix-huit personnes adultes, majoritairement des hommes, sont encore gardées par l'armée pour audition.

Vendredi 24 février.

RDC : la Ceni prolonge de 15 jours l'enrôlement des électeurs dans la 2e aire opérationnelle. Dans son communiqué, la Ceni précise que cette mesure se justifie, par le retard enregistré dans le déploiement du matériel dans certains centres d'inscription et par le fait que certains centres d'inscription de cette aire opérationnelle connaissent encore une grande affluence des requérants à la date prévue pour la clôture, le 23 février. **Beni : la société civile déplore l'insuffisance des kits d'enrôlement à Mbau.** « Mbau, c'est un milieu supposé sécurisé et un milieu qui a accueilli beaucoup de déplacés fuyant l'insécurité dans des villages environnants. Avec deux centres d'identification des électeurs, c'est insignifiant alors qu'il y a engouement de la population qui vient se faire enrôler. Est-ce que la population va attendre de 6 à 18 heures, sans être identifiée ? Elle risque de se décourager ». Ils espèrent que la Ceni réponde favorablement à leur requête.

Beni : les armées congolaise et ougandaise appellent les ADF à déposer les armes et à se rendre. L'appel a été lancé par le porte-parole des opérations conjointes Fardc-UPDF contre les ADF, lors d'un point de presse jeudi 23 février à Beni. D'après lui, les gouvernements Congolais et Ougandais ont déjà mis tout en œuvre pour

mettre fin à l'activisme de cette rébellion. Il demande également à la population d'accueillir tous les combattants ADF qui expriment la volonté de se rendre.

Nord-Kivu : le commerce de l'importation affecté sensiblement à la suite de la guerre du M23. A la suite de la suspension du trafic sur la RN2 entre Goma et Rutshuru et par conséquent, la fermeture des deux postes frontières importants du Nord-Kivu qui relie la RDC à l'Ouganda, l'approvisionnement en produits importés ne se fait que par le Rwanda obligatoirement. « Ce que nous demandons à ceux qui sont à Kinshasa, les décideurs qui ont développé une nouvelle théorie : 'les assignations', on doit tenir compte de tous ces paramètres. Nous ne sommes plus en mesure d'atteindre les assignations fixées par la Direction générale des douanes et accises (DGDA) et à la DGI. Tous nos clients se retrouvent dans les camps des déplacés ».

Bandundu : lancement des travaux du programme de développement local des 145 territoires. La première phase de ce programme concerne la construction des écoles primaires, des centres de santé et des bâtiments administratifs. Pour les autorités sanitaires du Kwilu, ce programme est une réponse aux préoccupations de la population de cette partie du pays. Le médecin chef de la zone de santé de Belo, a déclaré que ce programme de développement local de 145 territoires, va résoudre plusieurs problèmes de santé dont le manque d'infrastructures appropriées. Pour un membre de la société civile de Belo, « fini l'école des enfants sous les arbres ».

Les autorités militaires appelées à multiplier les efforts afin de rouvrir les axes reliant le Grand Nord et la partie sud du Nord-Kivu, notamment Goma afin de faciliter les échanges. La suspension des échanges commerciaux entre Goma et le Grand Nord du Nord-Kivu, mais aussi les territoires dont Rutshuru et Masisi-Kitshanga, rendent difficile la vie socio-économique de la population, a constaté la société civile urbaine de Goma.

La société civile l'a dit au lendemain du passage d'une longue file de camions et minibus des voyageurs qui étaient bloqués par le M23 sur la route Kirilirwe-Kitshanga à cause des affrontements.

Sud-Kivu: les acteurs étatiques, humanitaires et de la société civile appellent à la sécurisation de l'enfant dans les zones en conflit. Cette activité a été initiée par l'Association des jeunes pour le développement communautaire (AJDC), avec l'appui de l'ONG américaine Kailash Satyarthi Children's Foundation, dans le cadre de la campagne 100 millions d'activistes pour les droits de l'enfant. « Justice pour l'Afrique : ne coupez pas notre futur », c'est le thème de cette journée internationale de la justice sociale célébrée ce jeudi au centre de recherche en hydrobiologie d'Uvira. En plus de la problématique de la sécurisation de l'enfant, les participants ont relevé de grands défis qui s'observent dans la gestion de zones salariales pour les enseignants. Ils ont recommandé que l'état congolais puisse régulariser le système macroéconomique sur la stabilité et le produit intérieur brut sur toute l'étendue du territoire national, a déclaré l'animatrice de l'ONG AJDC/Uvira. « Le budget alloué au ministère de l'éducation de base secondaire, technique et professionnel est sensiblement insuffisant. Que l'Etat congolais prenne des mesures spécifiques sur la sécurisation de l'enfant surtout dans des zones de conflits ».

Nord-Kivu : 3e jour de grève du personnel de l'Observatoire volcanologique de Goma. Ils réclament leur prime mensuelle qu'ils disent n'avoir pas reçue depuis deux mois. Ces agents ont bloqué l'entrée principale du centre de recherche ne permettant que le mouvement du corps scientifique commis à la recherche et l'observation du volcan. Ils exigent le changement du conseil de gestion de l'entreprise et la cessation de toute poursuite judiciaire contre leurs pairs qui dénonçaient, la mauvaise gestion de cette institution par l'actuel comité de gestion.

Nord-Kivu : Mushaki occupé par les rebelles du M23 depuis ce vendredi matin. Les rebelles ont, en effet, lancé, tôt ce vendredi vers 6 h, l'attaque sur les positions de l'armée dans la zone de Mushaki par le village Mushununu. Ces rebelles soutenus par le Rwanda occupent déjà la route principale Sake-Masisi centre au niveau de Mushaki. Les combattants du M23 poursuivent des attaques, les unes en direction de Karuba, les autres en direction de la colline de Malehe, surplombant la cité de Sake. Ce qui coupe la route Masisi centre, d'une part, et menace, par la même occasion la voie entre Sake et Minova sur la RN2.

Uvira : les FARDC et la Monusco confirment le rétablissement progressif de la stabilité dans le village de Tuwe Tuwe. Les deux forces conjointes étaient en patrouilles de combat dans cette région pour évaluer la situation sécuritaire et recueillir les perceptions de la population locale sur les activités accrues des groupes armés locaux dans la région. Les éléments Mai-Mai qui harcelaient la population locale ont quitté la zone et se sont installés dans des villages situés au sud, notamment à l'endroit appelé « point zéro » et à Mulima. Ici, des barrières ont été établies pour collecter des taxes illégales auprès des passagers. Les acteurs locaux de Tuwe Tuwe ont confirmé le renforcement de présumés combattants Twirwaneho/Gumino dans la zone de Kalingi, à 8

km de Tuwe Tuwe. La Monusco, de son côté, a rappelé le système d'alerte précoce et partagé des contacts pour étendre le réseau d'alerte dans la zone, tout en encourageant la collaboration avec les FARDC et la MONUSCO pour renforcer les actions anticipatives de protection dans cette région.

Sud-Kivu : les groupes armés de Kalehe prêts à désarmer et rejoindre le P-DDRCS. Selon la société civile, ces combattants n'attendent que le signal en provenance des responsables de ce programme. Ce constat a été dégagé lors d'un café politique tenu à Kalehe, jeudi, par la section des Affaires politiques de la Monusco au Sud-Kivu. L'échange a regroupé les représentants de plusieurs couches sociales et des services étatiques de Kalehe. Les bandits armés qui tuent et pillent dans Kalehe seront aussi identifiés au niveau du P-DDRCS. La population de Kalehe souhaite que le programme passe rapidement à l'action.

Enrôlement des électeurs : ruée vers des bureaux de la Ceni malgré la prolongation du 24 février au 10 mars 2023. Un engouement des requérants a été observé à Paris, à l'entrée de l'Ambassade de la RDC, jusqu'entour de 20h00. Ces requérants sont venus remplir tardivement ce devoir civique pour des raisons diverses : « Il faut obtenir une autorisation par rapport au travail ». Un autre « j'habite la province à 250 km de Paris ». A **Kalemie**, dans la province du Tanganyika, il y a toujours de l'engouement dans les centres d'inscription des électeurs qui ont ouvert le 25 janvier dernier. A la Ceni Tanganyika, le secrétaire exécutif provincial reconnaît que le nombre attendu des personnes enrôlées n'est pas encore atteint. Certains requérants à **Lubumbashi** (Haut-Katanga) dénoncent certaines pratiques qui sont de nature à décourager les requérants. C'est notamment le fait pour certaines personnalités de s'amener dans les centres d'inscription avec plusieurs de leurs sympathisants qui, en arrivant au centre, ne respectent pas le protocole. Ils se font enrôler en priorité pendant que des nombreuses personnes attendent depuis des heures. D'autres, sous la casquette de leurs fondations ou partis politiques, s'adonnent à la même pratique. Au regard du nombre insuffisant des kits, d'autres personnes demandent à la Ceni de renforcer les centres avec d'autres kits notamment.

Bandundu : au moins 523 nouvelles recrues transférées à Kitona, en vue de participer à la formation militaire.

Le ministre provincial de la Jeunesse du Kwilu, invite ceux qui désirent rejoindre l'armée mais qui traînent encore les pas à se rendre aux services de défense et de sécurité pour obtenir leur intégration.

Butembo : la société civile condamne la destruction des biens lors des manifestations organisées par un groupe de pression. Plusieurs dégâts matériels ont été enregistrés jeudi 23 février dans la ville de Butembo (Nord-Kivu) à la suite d'une manifestation du groupe de pression La Veranda Mutsanga pour dénoncer les coupures récurrentes observées depuis plusieurs semaines dans la fourniture de l'énergie électrique. Quelques installations et lignes de distribution de la société STS/Energie du Nord-Kivu (ENK), seule entreprise qui dessert les villes de Beni et Butembo en électricité, ont été détruites. « ENK déplore ce comportement qui fait croire qu'il faut détruire pour avoir solution aux revendications. C'est de la barbarie, c'est du banditisme ! »

Kwilu: faute de voies d'évacuation, le maïs de Belo sert à la production de la boisson alcoolique. L'évacuation des produits agricoles, tels que le maïs, le manioc, les courges, vers les centres de consommation souffre du manque de voies d'accès appropriées. Une seule route de desserte agricole, longue de plus au moins 100 km, part de la RN1 au niveau du secteur de Kilembe jusqu'au centre du secteur de Belo. Mais pour y arriver, il faut effectuer un véritable parcours de combattant. Cette situation décourage les agriculteurs de ce coin. Le seul moyen de transport des marchandises qui existe, selon le chef du secteur, est le vélo. C'est ce qui explique la difficulté d'évacuer les produits agricoles. Toute la population appelle à la réhabilitation des routes de desserte agricole.

Le Sud-Kivu exporte 207 kilos d'or en 45 jours, à travers la nouvelle entreprise publique «Primeira Gold ». Le directeur général de cette société, appelle ainsi tous les acteurs du secteur minier à s'investir davantage dans la lutte contre la fraude minière afin de canaliser toute la production de l'or vers un circuit officiel. Il estime que plus de 1.500 kilos d'or traversaient les frontières congolaises frauduleusement chaque mois. Pour lui, c'est une fierté d'avoir un centre spécialisé uniquement pour l'artisanat minier de l'or à Bukavu. Cela veut dire, d'une manière simple, que le négociant de l'or pourra être payé à travers nos banques, par le circuit bancaire. Ce qui n'était pas le cas avant ».

Le projet de construction d'un barrage hydroélectrique sur la Ruzizi évolue malgré la crise entre la RDC et le Rwanda. La RDC, le Rwanda et le Burundi bénéficieront de la construction d'un barrage hydroélectrique estimé à 750 millions USD dans la rivière Ruzizi. Le barrage devra alimenter 2 millions de ménages en électricité, dans les trois pays. Le projet qui devra être exécuté par deux entreprises norvégiennes, Katch et Ips, a été présenté le 23 février au ministre de l'Energie et Ressources hydrauliques.

Bunia : 6 blessés graves lors de l'incendie d'une station-service. Un camion-citerne contenant du carburant était stationné ce vendredi matin à cette station. Subitement, le feu est parti du véhicule pour embraser les installations de station-service et les bâtiments d'à côté. Un court-circuit serait à l'origine de cet incident. Pour d'autres, ce drame serait dû à la manipulation de téléphone par les membres de l'équipage. Les casques bleus de la Monusco sont intervenus pour contenir le feu. Bunia compte plus de 20 stations-service sur le boulevard de Libération.

Félix Tshisekedi lance le transport des étudiants à Kinshasa, par l'entreprise Trans-Academia. 220 bus sur une commande totale de 600 sont déjà disponibles pour assurer le transport des étudiants à Kinshasa. D'après le directeur général de Trans-Academia, cette phase pilote concerne les étudiants des 14 établissements publics de l'Enseignement supérieur et universitaire (ESU) et d'autres établissements privés seront également pris en charge. Au total, 20 lignes interconnectées et 452 arrêts de bus sont prévus.

Samedi 25 février.

Combats Fardc-M23: la société civile du Nord-Kivu appelle à la protection des civils amassés à Sake. « La route Sake-Kitshanga n'est plus fréquentée. Et, la route Sake-Masisi est coupée. Les villages environnants la cité de Sake, comme Katembe, Malehe et Neenero sont occupés par les rebelles du M23 ». Un activiste des droits de l'homme s'est dit préoccupé par la concentration de la population à Sake, qui a accueilli des déplacés de Kitshanga, de Burungu, de Kingi, de Neenero et de Malehe. « Ce qui nous fait craindre, c'est qu'il y a un arsenal militaire ici dans la cité. Et alors, si l'ennemi arrivait à récupérer les collines surplombant Sake, c'est sûr qu'il y aurait un échange des tirs. Dans ce cas, quel sera le sort de la population ? Nous demandons que Sake soit protégée par le Gouvernement ».

Masisi : des centaines de familles de déplacés vivent difficilement à Nyabiondo. Ces ménages ont fui les combats entre les Fardc et les rebelles du M23 dans leurs villages. Ces déplacés viennent s'ajouter à des centaines d'autres qui sont dans des familles d'accueil, depuis le début de ce mois de février. Dans ces familles d'accueil, ils vivent difficilement et manquent de la nourriture. Les familles d'accueil, elles-mêmes sont en difficulté. Ils lancent un SOS au gouvernement et à leurs partenaires pour une assistance humanitaire.

Le CSAC appelle les médias à se conformer à la réglementation en vigueur. « Au regard de la cartographie actuelle des médias, on se rend compte qu'il y a beaucoup d'entreprises de presse qui fonctionnent en désordre, sans avoir des dossiers complets au niveau du conseil. Et donc, il est temps que nous puissions mettre en place une cartographie correcte dans le secteur des médias, et pour cela nous devons identifier tous les médias qui opèrent de manière ordonnée et ceux qui opèrent de manière désordonnée pour les obliger à se conformer à la réglementation dans le secteur », a indiqué le rapporteur-adjoint du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication. Le même jour, cette institution d'appui à la démocratie a accordé un moratoire de 30 jours aux médias pour obtenir l'avis de conformité préalable à la diffusion des spots, jingles et annonces publicitaires.

Bandundu : 40 détenus bénéficiaires de la grâce présidentielle libérés de la prison centrale du cinquantenaire. Selon le procureur de la République du parquet près le tribunal de grande instance de Bandundu, il s'agit de ceux qui ont rempli les critères contenus dans l'ordonnance que le chef de l'Etat a signée en septembre dernier.

Bunia : 6 morts après l'incendie déclaré dans une station-service. Les deux premières sont décédées pendant leur évacuation à l'aéroport de Bunia. Un autre blessé est mort à l'atterrissage à l'aéroport d'Entebbe (Ouganda) et un autre a succombé la nuit de vendredi au samedi dans une structure médicale à Kampala. Un agent de cette station-service a été retrouvé mort calciné samedi 25 février dans la matinée, précise la police. Deux blessés qui ont survécu à ce drame sont admis aux soins à Bunia.

Masisi : plusieurs localités se vident après l'occupation de Mushaki par le M23. Selon des sources locales, l'avancée de ces rebelles vers d'autres agglomérations du territoire de Masisi se fait presque sans combats. Ces rebelles étaient déjà signalés, depuis jeudi soir, autour de l'agglomération de Karuba, dans la chefferie des Bahunde. Ce qui a occasionné le déplacement des habitants de cette agglomération aussi vers Shasha et Goma. L'occupation de Mushaki donne aux rebelles plus d'opportunité d'avancer vers le chef-lieu du territoire de Masisi ou vers Shasha, sur la RN2. Les Fardc continuent à répondre à cette attaque et a maintenu sa position de Malehe.

Enrôlement des électeurs : l'opération se déroule normalement à Kalehe, depuis plus d'une semaine, dans les coins les plus enclavés du territoire de Kalehe (Sud-Kivu). L'administrateur de ce territoire se dit reconnaissant envers la Monusco qui a facilité le déploiement des kits électoraux de la CENI, par voie aérienne dans son entité. Le territoire de Kalehe compte 89 centres d'enrôlement des électeurs. Les territoires de Kalehe, Shabunda et Fizi occupent les 3 premières places des territoires les plus enclavés du Sud-Kivu. **La CENCO et l'ECC sollicitent des sanctions contre les présumés détenteurs des kits électoraux.** La Mission d'Observation Electorale de la CENCO-ECC a sollicité, vendredi 24 février, que la justice organise des procès publics pour sanctionner les présumés détenteurs des kits électoraux. « Il est maintenant établi que les matériels essentiels destinés à l'opération d'enrôlement des électeurs : à savoir les kits électoraux et les cartes d'électeurs se retrouvent entre les mains des individus. Et la Ceni a reconnu les faits en demandant à la police et à la justice de s'impliquer pour rétablir les responsabilités. La Cenco et l'ECC nous voulons souligner la gravité de ces faits », a déclaré le secrétaire général de la Cenco. Il redoute que ceux qui détiennent les kits électoraux fassent, lors des scrutins à venir, le bourrage des urnes et se faire élire. A ce stade, il pense, que si les choses ne sont pas clarifiées, ce serait dangereux d'aller de l'avant car la crédibilité du processus électoral est mise en cause.

Nord-Kivu : hausse de prix des denrées alimentaires à Goma et Masisi-centre, depuis que les rebelles du M23 ont pris le contrôle de la cité de Mushaki (Nord-Kivu). La ville de Goma est prise en étau sur le plan économique, coupée de ces poumons, alerte un député provincial élu de Masisi. Pour lui, alors que la ville de Goma est totalement asphyxiée économiquement, il est plus qu'urgent maintenant, que le gouvernement s'investisse pour la réouverture des tronçons routiers Bembo-Goma et Mwesso-Goma voire Masisi-Goma. L'axe Minova-Goma reste la seule voie d'approvisionnement en produits vivriers de cette ville qui connaît un exode rural. Cependant cet approvisionnement ne peut contenir la ville de Goma qui compte environ deux millions d'habitants, sans compter la présence des milliers de déplacés.

Kinshasa : ouverture de la 22e session ordinaire de la conférence de la CEEAC. Cette importante rencontre de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté Economique des États de l'Afrique Centrale s'ouvre pendant que les relations diplomatiques sont tendues entre Kinshasa et Kigali. Le gouvernement congolais accuse l'armée rwandaise d'agression dans l'Est du pays notamment au Nord-Kivu. Cette question devra prendre une place de choix lors des échanges de ce forum.

Kasai : le syndicat des enseignants salue la remise de la paie à Caritas. Le permanent de La Synergie de la confédération syndicale du Congo au Grand Kasaï, se félicite de cette décision. Il a ainsi appelé les enseignants de ce coin au calme et invite en même temps la Caritas d'assurer cette paie d'une manière régulière. Il a annoncé pour bientôt la paie des mois de janvier et février une fois les listings de paie rendus disponibles par le SECOPE.

Abdou Abarry : « La résolution du conflit dans l'Est de la RDC passe par une solution politique ». Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et chef du bureau des Nations Unies en Afrique centrale, a aussi réitéré l'appel des Nations Unies « les Nations Unies qui soutiennent les initiatives de paix de Nairobi et de Luanda en vue de l'instauration d'une paix définitive et durable dans l'est de la RDC demandent la fin de toute formes des violences et activités déstabilisatrices des groupes armés actifs dans la région, appellent à leur désarmement, au retrait du M23 des zones occupées, et à la fin de tout soutien extérieur aux acteurs armés non-étatiques y compris le M23 conformément à la résolution 2666 des Nations unies. Et aussi nous saluons le communiqué du conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine adopté le 17 février 2023 et qui exige je cite : que tous les groupes armés et particulièrement le M23 ainsi que les ADF et les FDLR cessent immédiatement les hostilités et se retirent sans conditions de l'est de la RDC ». Il a aussi déploré la situation des populations civiles victimes de l'activisme des groupes armés locaux et étrangers.

Lubero : la société civile de Bapere s'indigne contre la hausse du péage routier sur l'axe Butembo-Mangurejipa. Le président de cette structure citoyenne, qualifie cette augmentation de tracasserie perpétrée par l'attributaire qui gère cet axe routier. En effet, depuis l'effondrement du pont Biena reliant la ville de Butembo à Mangurejipa, l'attributaire de cet axe routier fait payer, par personne, la somme de sept mille FC pour une traversée de la rivière Biena au moyen d'une embarcation de fortune. Il plaide pour une solution urgente afin de faciliter le trafic sur cette route de desserte agricole. Ce pont facilitait l'approvisionnement en médicaments et d'autres produits de grande nécessité, sans oublier les matériaux pour les projets de développement.

Sud-Kivu : Théo Ngwabidje Kasi n'est plus gouverneur (ministère de l'Intérieur). Il a été démis de sa fonction de gouverneur de la province du Sud-Kivu. Le ministre de l'Intérieur confirme Malago Kashekere Marc comme gouverneur intérimaire en attendant l'organisation de l'élection du nouveau gouverneur. **Dimanche 26 février.**

Dimanche 26 février.

Xénophobie contre les Africains noirs en Tunisie : « Le gouvernement suit la situation, nous allons assumer nos responsabilités », rassure Lutundula. Le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères, a affirmé que le gouvernement suit de près la situation des Congolais vivant en Tunisie, dans ce contexte de xénophobie, enclenchée après le discours du Président tunisien, Kaïs Saïed, mardi 21 février, contre l'immigration clandestine des africains noirs. « Nous sommes au courant et nous suivons la situation, nous attendons le rapport de l'ambassadeur pour connaître s'il y a des Congolais précis qui ont été agressés, qui ont fait l'objet des traitements inhumains, dégradants, des traitements contraires à leur dignité et leur honneur, nous allons utiliser tous les instruments diplomatiques ». Le ministre a rappelé qu'après avoir été alerté par les Congolais vivant en Tunisie, il a reçu l'ambassadeur de ce pays, accrédité en RDC, pour s'enquérir de la situation de ces compatriotes. « Il a dit que les Congolais ne sont pas concernés. Il a dit que 90 % des congolais qui sont en Tunisie sont dans une situation régulière », a rapporté le ministre des Affaires étrangères. Par ailleurs, le gouvernement congolais, tout en reconnaissant à la Tunisie le droit de réguler l'immigration sur son sol, appelle Tunis « à la mesure ».

Irumu : la société civile de Solenyama appelle à la mise en œuvre du P-DDRCS. Après la tension intercommunautaire de décembre 2022 qui avait entraîné mort d'hommes, la situation sécuritaire reste encore précaire dans cette entité, située à 12 km de Bunia. Plusieurs civils détiennent encore des armes, « Il est connu que les armes circulent...Il faut que ce programme soit effectif afin que les gens qui continuent à détenir ces armes puissent les rendre pour permettre à la population de respirer la paix et cette-fois, la vraie Paix ». La délégation de la Monusco s'est rendue à Solenyama pour sensibiliser la communauté au vivre ensemble, au dialogue et au pardon. Les contrées de Katoto, Nyamamba, Fataki, Bayoo sont concernées par cette campagne de sensibilisation.

Aru : le leader d'un groupe armé en gestation abattu à la prison centrale, alors qu'il tentait de s'en évader. Il y était détenu depuis le début de la semaine. Certains notables de la région regrettent que cet homme ait été abattu car il détiendrait beaucoup d'informations concernant ce mouvement insurrectionnel dont il était le responsable. « Nous pensions qu'avec son arrestation, nous aurions un procès public où toutes les vérités allaient être étalées au grand-jour. Parce que, c'est lui le responsable de ce groupe armé qui était en gestation. Nous recommandons à la justice de pouvoir mener des enquêtes car nous pensons qu'éliminer cet homme avant la tenue des audiences, cache qu'il y a un flou ». Appréhendé dans la brousse aux frontières entre la RDC, l'Ouganda et le Soudan du Sud, Ahmed Umur était un bandit de grand chemin. Poursuivis pour association de malfaiteurs, vols à mains armées et meurtres, Ahmed Umur et sa bande sont cités dans plusieurs cas de braquage des commerçants et de trafic d'armes, précisent des sources judiciaires.

Kisangani : Monseigneur Utembi encourage les citoyens à s'enrôler comme électeurs. Pour le président de la Cenco, cette carte d'électeur est d'une grande importance; car elle donne non seulement le droit de vote à son détenteur, mais aussi elle joue le rôle d'une carte d'identité. Par ailleurs, il exhorte les agents de la Commission électorale nationale indépendante, (CENI), affectés au centre d'enrôlement, « de manifester cette disponibilité à accueillir les futurs électeurs dans une atmosphère conviviale et qu'il n'y ait pas de nervosité ». Pour l'archevêque de Kisangani, les requérants de la carte d'électeur doivent faire preuve de patience au centre d'enrôlement. **Enrôlement des électeurs en France : les Congolais aux passeports expirés aux abois.** Quelques requérants trouvés ce samedi devant l'ambassade de la RDC en France n'ont pas eu accès au centre d'enrôlement des électeurs. Ils ont été bloqués à l'entrée du centre à cause de l'expiration de leurs passeports. D'autres sont rentrés à leur domicile par manque de 50 euros à payer pour les formalités d'obtention des cartes consulaires au niveau de l'ambassade de la RDC en France. « En Belgique, la carte consulaire est gratuite. Pourquoi deux poids, deux mesures », s'est-il interrogé. Des sources proches de l'ambassade de la RDC en France justifient le paiement de ces 50 euros par le fait que la carte remise est plastifiée, dotée d'un code barre qui fait le lien avec le système informatique, qui permet à l'ambassade et au requérant de retrouver les informations nécessaires lors de prochaines demandes d'obtention de passeport ou d'actualisation des données sur présentation de la seule carte consulaire. **Maniema : le parti CRD invite la population à ne s'enrôler qu'une seule fois.** Le parti Convention pour la République et la Démocratie a demandé, à la population du Maniema de ne s'enrôler qu'une seule fois au risque d'être élagué du fichier électoral. Il a également invité ses membres à s'enrôler, partout dans la province et sur l'ensemble de la République, parce que le nombre élevé d'enrôlés permet à la province d'avoir plus de sièges. **Ituri: début de l'opération d'enrôlement des électeurs sur l'axe Komanda-Luna.** Selon la société civile locale, le transport du matériel électoral a été assuré par la Ceni sous escorte sécuritaire des Fardc. Le coordonnateur de cette structure, a fait savoir que jusque-là aucun incident n'est rapporté dans ce coin en proie à l'activisme des miliciens. Cela grâce aux efforts de l'armée qui sécurise la zone. De nombreux requérants parmi lesquels des déplacés affluent vers ces centres d'inscription

pour obtenir leurs nouvelles cartes d'électeur. **Kisangani : le GTDE sensibilise la population sur l'importance de l'enrôlement.** Le Groupe de travail sur la décentralisation et les élections (GTDE) a organisé une table ronde avec les acteurs de la société civile, les hommes politiques ainsi que les jeunes afin d'amener tout le monde à s'approprier ces opérations préélectorales et sanctionner positivement ou négativement les hommes politiques, le moment venu. En organisant cette table ronde, le Groupe voudrait informer la population de son rôle à jouer dans le processus électoral, par rapport à cette étape préélectorale. Les participants, promettent de dénoncer ce qui ne marche pas et de sensibiliser leurs pairs.

Corneille Nangaa présente son parti politique « Action pour la Dignité du Congo et de son Peuple ». Il a présenté à la presse le quatre objectifs clés de son parti politique : « La refondation de l'Etat, faire de la RDC une zone de libre-échange, booster l'économie nationale, et notre slogan est de démocratiser la nourriture. Au-delà des soins, éduquons nos enfants mais formons aussi l'homme Congolais. Et, le dernier objectif concerne la question de recherches, des ressources naturelles et surtout de l'environnement. Les quatre valeurs sur lesquelles nous fondons notre objectif, c'est d'abord, le travail, le patriotisme-civisme, l'humilité des faibles et que la question de l'unité et de la cohésion nationale ». Ce parti politique se prépare à présenter des candidatures à tous les niveaux des scrutins aux élections de décembre 2023.

CEEAC : les chefs d'Etats et des gouvernements décident de créer un fonds de solidarité au profit des victimes de guerre. En outre, ils ont condamné le groupe rebelle M23 pour ses nombreuses violations dans l'Est de ce pays. Ils ont également exprimé leur solidarité à l'endroit des victimes congolaises. Cette XXIIe session était aussi consacrée à la passation de pouvoir entre l'ancien président de la CEEAC, le Congolais Félix Tshisekedi et le nouveau, le Gabonais Ali Bongo Ondimba. Lors de son discours de prise de fonction, le nouveau président de la CEEAC a invité ses pairs à se pencher sur les mécanismes de mobilisation des ressources pour les financements des différents défis auxquels la sous-région fait face.

Nyirangongo : la Monusco remet 7 ex-miliciens au PDDRCS. Le président de la société civile de Nyirangongo a estimé que l'appui de la Monusco comme partenaire du gouvernement congolais est salubre en cette période «Combien de fois la Monusco nous a aidé à anéantir ces mêmes terroristes, ces combattants et groupes qui viennent du Rwanda. Si on laissait la Monusco faire son travail, on pourrait bénéficier de résultats tels que c'était en 2013 ».

Bandundu : un bandit de grand chemin dans le filet de la police nationale. La police nationale avec l'appui des FARDC a mis la main, le 25 février, sur un bandit de grand chemin surnommé « Serpent » dans la ville de Bandundu (Kwilu). Auteur de plusieurs exactions sur la population civile du coin, ce malfrot tant recherché a été maîtrisé vers le port Buzala. De nombreux habitants de la ville de Bandundu ont salué ce coup de filet des agents de l'ordre et souhaité que cet incriminé soit condamné. Le commissaire provincial de la police du Kwilu, a promis de mettre hors d'état de nuire tous les autres criminels dans la ville.

L'archidiocèse de Lubumbashi alerte sur la présence des militaires armés à la recherche de Mgr Muteba. Dans un communiqué, les prélats catholiques disent attendre des éclaircissements de la part de la hiérarchie de ces Fardc, se déclarant de la Garde républicaine. Les membres de la curie diocésaine affirment avoir vu, vendredi dernier aux environs de 9 h du matin, un convoi de véhicules des militaires armés stationner en face de l'archevêché de Lubumbashi. Neuf d'entre eux ont tenté de s'introduire dans l'enceinte de l'archevêché avec leurs véhicules mais ils en ont été empêchés par les membres du service de gardiennage. Entre temps, d'autres sont passés par le couloir du bâtiment, en demandant de rencontrer Monseigneur Fulgence Muteba. C'est ainsi qu'un prêtre qui était présent les a conduits dans une autre salle, cherchant à comprendre les raisons de leur mission. Le communiqué précise aussi que cet escadron était piloté par un colonel qui s'exprimait en swahili escorté par six hommes en uniformes détenant des armes de guerre. Les prélats catholiques condamnent de ce qu'ils qualifient de tentative d'enlèvement et une flagrante violation de domicile et de lieu de culte.

Masisi : les rebelles du M23 prennent le contrôle du village Busumba, à moins de 10 km de Mwesso, territoire de Masisi (Nord-Kivu). Ils se sont emparés de cette localité après avoir lancé une attaque contre les Fardc sur l'axe Kiekire, en chefferie des Bashali Mokoto. Cette situation intensifie davantage les mouvements de populations dans les agglomérations de Mwesso et Kashuga qui fuient vers Walikale et Nyabiondo.

Nord-Kivu : un groupe de jeunes s'oppose à l'exploitation du pétrole dans le parc des Virunga. « Il est connu que la province du Nord-Kivu est une province agricole et constitue le grenier de la RDC. Quand notre gouvernement adopte l'approche d'exploiter le pétrole dans le grenier, il y aura des conséquences néfastes sur la pêche, l'agriculture et des générations présente et future. Raison pour laquelle, nous demandons au chef de l'Etat de recadrer notre gouvernement, de lui dire, d'arrêter cette exploitation dans nos aires protégées qui sont en

violation de nos lois, mais aussi avec des conséquences néfastes », a déclaré le président de la Fondation point de vue des jeunes africains pour le développement. Il propose de promouvoir des alternatives vertes dont l'agriculture, la pêche modernes, le tourisme écologique et culturel qui, selon eux, peuvent bénéficier à la République.

Ituri : des numéros verts remis aux femmes de Baboa-Bokoe pour dénoncer des cas d'abus sexuels du personnel de l'ONU. C'était au cours de la campagne de sensibilisation sur le code de conduite du personnel des Nations unies. A cette occasion, le responsable de la section Conduite et discipline a expliqué à la population la politique de l'ONU dans la lutte contre des comportements prohibés que commettent parfois des agents de l'ONU.

Kwilu : le gouvernement provincial sollicite un procès public contre un présumé bandit. « Nous demandons au service de la justice de passer à l'audience publique pour qu'il soit condamné. Moi je ne vois pas pourquoi on va nous demander des preuves. A chaque fois qu'on a tué deux ou trois personnes ici, on a cité le même nom. Nous attendons que le dossier soit transféré au parquet pour que nous soyons fixés pour ce lundi ». Il a salué les services de sécurité qui, selon lui, ont abattu un travail de titan, en arrêtant ce bandit ayant endeuillé la ville de Bandundu pendant plus de 8 mois.

Lubumbashi : la Garde républicaine rejette les accusations d'une tentative d'enlèvement de Mgr Muteba. D'après le colonel Babadi Bakenge, commandant de l'infanterie de la Garde républicaine dans le Grand Katanga, il n'a jamais été question de s'en prendre au prélat catholique comme cela a été dit. Il s'agissait plutôt d'un exercice visant à prendre les dispositions pour sécuriser les hautes personnalités. Il s'est néanmoins réjoui de l'esprit de vigilance affichée par les habitants de Lubumbashi : « J'encourage et je félicite la population de Lubumbashi à cause de sa vigilance ». L'archidiocèse de Lubumbashi (Haut-Katanga) a alerté, vendredi 25 février, sur la présence des militaires lourdement armés à la recherche de l'archevêque métropolitain Fulgence Muteba.

Nord-Kivu : 3 enfants trouvent la mort lors de l'explosion des bombes dans le territoire de Rutshuru. « Des cas d'explosion de bombes et de bombes piégées sont visibles dans plusieurs parties du territoire de Rutshuru. Chaque jour on enregistre de morts, de blessés parmi les bombes laissées par les éléments du M223. D'autres sont laissées volontairement, d'autres sont piégées, d'autres sont abandonnées », a rapporté Aimé Mbusa Mukanda, notable de Rutshuru. Il déplore cette situation et plaide auprès des organisations non gouvernementales qui œuvrent dans le domaine de trouver de stratégies pouvant permettre de déminer toutes ces agglomérations sous occupation des rebelles du M23/RDF. La Synergie de lutte anti-mines (SYLAM) qui œuvre dans ce domaine affirme qu'elle éprouve des difficultés de la restriction d'accès dans les zones occupées par le M23. Mais aussi, qu'elle manque de financement adéquat pour mener les séances d'éducation sur les risques et pour faire le déminage.

Lundi 27 février.

Le Président Macron attendu à Kinshasa le 5 mars. « Pour l'étape de la RDC, le Président de la République mettra en lumière un partenariat large et dynamique, qui s'appuie sur les atouts uniques du pays en matière de recherche, de ressources naturelles et de créativité. Dans le domaine de la santé, le Président Macron va visiter l'Institut national de recherche biomédicale (INRB) que Paris considère comme centre de référence sur le continent et d'illustration de l'excellence congolaise, en matière sanitaire ». Outre la RDC, la visite du président français, prévue du 1^{er} au 5 mars 2023, commencera par le Gabon, du 1^{er} au 2 mars ; puis en Angola et en République du Congo, le 3 mars, avant l'étape de Kinshasa. **Emmanuel Macron : « L'unité, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la RDC ne se discutent pas ».** Il l'a dit lors d'une conférence de presse animée depuis l'Elysée, quelques heures avant sa tournée africaine qu'il va entamer à partir de ce mercredi 1^{er} mars. Il ajoute qu'il « n'y a pas deux poids deux mesures. La guerre dans l'est de la RDC ne doit pas être une guerre oubliée. Notre politique est de soutenir les cadres de concertation que le Kenya et l'Angola ont mis en place. La réponse doit être collective », a soutenu Emmanuel Macron. Il explique que sa visite en Afrique, notamment en RDC, s'inscrit dans la nouvelle stratégie de la France pour l'Afrique, celle de créer un partenariat basé sur des projets plus tangibles d'intérêt commun, comme l'éducation, la formation professionnelle, la santé, l'économie, les infrastructures, le climat, l'égalité homme-femme, la culture, ainsi que la défense.

Le Service aérien d'aide humanitaire de l'ONU suspend ses vols dans la région de Goma. Cette mesure a été annoncée par la direction et représentation pays du Programme alimentaire mondial (PAM) qui gère ce service. Elle a également indiqué que ses vols sont suspendus sur plusieurs autres axes du pays notamment Goma-Beni-Bunia, Goma-Walikale-Pinga-Kibua-Masisi-Oninga, Goma-Kirumba-Rwindi-Roe-Nobili. La

mesure intervient après un incident survenu vendredi 24 février courant. Un hélicoptère Echo, géré par UNHAS, a essuyé des tirs nourris à 10 minutes de son atterrissage à Goma lors de son vol retour de Walikale. Selon le PAM, l'appareil s'est posé sans encombre avec les trois membres d'équipage et les 10 passagers à bord.

Bandundu : des médecins réclament le paiement régulier de leurs primes de risque. « Si vous nous voyez réclamer, c'est qu'au préalable, il y a eu des accords. Mais, nous avons beau patienté et constaté que ces accords-là ne sont pas respectés comme prévus. Ces accords du 6 décembre 2019, lors du conseil des ministres, c'était pour l'alignement non interrompu des médecins non primés. Nous trouvons que les choses se font maintenant dans la lenteur totale », a déploré le secrétaire provincial du Collectif des médecins du secteur public non primés au Kwilu. Ces médecins réclament ainsi l'élaboration du fichier Bibwa 2 et l'alignement ininterrompu, des tous les médecins non encore primés, avec un effet rétroactif à partir de janvier dernier.

Le nouveau parti PDH veut promouvoir le leadership des jeunes et des femmes. Le président du Parti des démocrates humanistes (PDH), a affirmé, dimanche 26 février « nous allons placer l'homme au centre et nous irons dans la promotion du leadership des jeunes et des femmes, parce que nous avons compris que pour que le pays se développe, il faut beaucoup s'investir chez les femmes et les jeunes. Les jeunes, c'est l'avenir du pays. Chez nous dans le PDH, nous disons que nous devons vivre pour les autres et nous devons cultiver à peu près huit valeurs pour que le pays change ». Selon lui, les Congolais devraient avoir la passion de tout ce qu'ils font et une vision claire avec des objectifs définis à atteindre. Le PDH prône aussi une bonne gestion des ressources nationales.

Maniema : le député Buka appelle le gouvernement provincial à mettre fin à l'insécurité à Kindu. Selon cet élu, malgré le couvre-feu instauré par le conseil provincial de sécurité de 21 h à 5 h, il ne se passe pas une nuit sans qu'on enregistre des incursions des bandits armés dans des maisons. Ces derniers torturent, volent et violent. Samedi dernier, des femmes de la commune de Kasuku, à Kindu ont organisé une veillée, en pleine rue, dans le quartier Handicapé pour protester contre les viols récurrents de leurs semblables. Pour l'élu du Maniema, l'action de ces femmes montre à quel point la situation devient inquiétante.

RDC: « Il n'y a plus, aujourd'hui, des Congolais arrêtés ou détenus pour leurs opinions publiques». Le Président Félix Tshisekedi a noté, ce 27 février à la 52^{ème} session du Conseil des droits de l'homme à Genève, les avancées que son pays a faites sur la situation des droits de l'homme. Il a affirmé avoir pris plusieurs mesures pour promouvoir des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Parmi les actions réalisées ces quatre dernières années en RDC, il cite notamment : la fermeture des prisons clandestines, la libération des prisonniers politiques, le retour des exilés politiques, la libération des espaces des manifestations publiques. Le chef de l'Etat a également exprimé la volonté du gouvernement congolais à mettre en place la justice transitionnelle.

Félix Tshisekedi pour des sanctions contre les auteurs des crimes et violations du droit international en RDC. « Il n'y a de pire ennemie des droits de l'Homme et des libertés fondamentales que la guerre. Il est illusoire de prétendre protéger et promouvoir les droits de l'Homme ainsi que les libertés fondamentales dans un contexte de guerre qui exacerbent les tensions internes et affaiblit l'État. C'est pourquoi, il est impérieux de mettre fin aux aventures guerrières du Rwanda à l'Est de la RDC pour créer les conditions objectives de réalisation des actions en faveur de ces valeurs universelles pour lesquelles de tous les temps dans le monde les Peuples se sont battus jusqu'au sacrifice suprême. On ne peut pas prétendre défendre l'exercice des droits de l'Homme et des libertés fondamentales en RDC tout en laissant progresser l'agression de ce pays par le Rwanda et les massacres de ses populations par des groupes armés terroristes ». Il fait remarquer que les autorités rwandaises ont ressuscité le Mouvement terroriste du 23 mars (M23), défait en 2013 par les Fardc avec l'appui des troupes internationales de la MONUSCO, pour agresser la RDC et bloquer le processus de paix de Nairobi. Pour le chef de l'Etat congolais, le but inavoué du Rwanda est de poursuivre le pillage des ressources naturelles de la RDC et de placer sous imperium rwandais une partie de son territoire national, le Nord-Kivu. **Créer un Tribunal pénal international pour la RDC.** « S'agissant des poursuites pénales pour des crimes imprescriptibles, le Gouvernement de la RDC continue à plaider pour la création d'un Tribunal pénal international pour la RDC afin d'élucider les 617 incidents documentés dans le Rapport Mapping du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme. En même temps, il réfléchit sur la création d'une Cour pénale spéciale comme en République Centrafricaine ou sur l'institution au niveau national des chambres mixtes au sein des juridictions ordinaires de l'Ordre judiciaire comme alternative afin de lutter efficacement contre l'impunité », a proposé Felix Tshisekedi.

Maniema : le poste de santé de Fataki doté de matériaux de construction de sa salle d'accouchement. Ce lot remis entre les mains de l'infirmier titulaire de cette structure sanitaire et du chef du village Fataki 1 est constitué entre autres, de 150 tôles, 160 madriers, 200 chevrons et de 39 Kg de clous. Ce geste a été salué par toute la communauté étant donné que les femmes de cette contrée accouchaient dans des conditions déplorables

et certaines à même le sol dans ce poste de santé qui existe depuis 1998, a fait savoir l'infirmier titulaire. Il a cependant plaidé pour une aide en équipements et kit complet d'accouchement.

Sud-Kivu : le gouvernement Ngwabidje contre l'élection du nouveau gouverneur. Le porte-parole du gouvernement provincial du Sud-Kivu, pense que ce scrutin devra attendre que la Cour constitutionnelle se prononce sur la requête du gouverneur Théo Ngwabidje, introduite le 24 février auprès de cette instance contre la mention de censure votée contre lui. Il réagit au message de service, de vendredi dernier, du vice-ministre de l'Intérieur et Sécurité, qui a entériné la décision de déchéance de Théo Ngwabidje par l'assemblée provinciale du Sud-Kivu et a confirmé Marc Malago comme gouverneur intérimaire, en attendant l'organisation de l'élection du nouveau gouverneur. « Nous continuons à informer l'opinion que la Cour constitutionnelle est déjà saisie. Notre requête a été déposée en bonne et due forme et dans le délai. Et ici, nous devons préciser qu'on ne peut pas parler de l'élection du nouveau gouverneur pendant que le dossier est en instruction à la cour constitutionnelle ».

Nord-Kivu : combats Fardc-M23 signalés sur plusieurs fronts, ce lundi 27 février matin, à 6 km de la cité de Sake, dans le groupement Kamurhonzha, territoire de Masisi (Nord-Kivu). Ces hostilités ont provoqué une tension dans la région et un déplacement massif de la population de Sake vers Goma, Minova, Bweremana et Shasha. Sur l'axe Rubaya, les affrontements opposeraient les rebelles du M23, qui occupent cette cité minière, aux milices Nyatura Abazungu. Ces derniers seraient encore présents dans les parages et auraient refusé de quitter ce milieu. Les activités socio-économiques et trafic sont suspendus depuis samedi à Rubaya, un jour avant l'occupation de cette entité. D'autres combats ont été enregistrés à Kaniro sur l'axe Katale, sur la route de Masisi-Centre.

Nord-Kivu : paralysie des activités minières à la suite des combats Fard-M23. Plusieurs activités minières sont paralysées, depuis quelques mois, au Nord-Kivu après que le M23 a pris le contrôle de plusieurs agglomérations des territoires de Rutshuru, Nyiragongo et Masisi. La dernière remonte à dimanche lorsque la cité de Rubaya, à plus de 60 km de Goma, est passée sous leur occupation. Si Rubaya est une petite cité d'environ 20 000 habitants, elle est connue pour son gisement le plus riche de la province, notamment, en Coltan (colombo-tantalite). Selon le directeur gérant de la Samikivu, une société minière de la place, cette occupation rebelle a fait que les activités soient suspendues. Les acteurs miniers locaux craignent l'accroissement de la fraude et contrebande minières, dans la zone de Rubaya, en direction du Rwanda en cette période où ces minerais stannifères, en particulier le coltan, sont fortement demandés sur le marché international.

L'opération d'enrôlement des électeurs lancée ce lundi au Canada, dans la ville d'Ottawa, province d'Ontario. Cette opération se déroule dans l'enceinte de l'ambassade de la RDC, se trouvant dans cette ville canadienne. D'après Paul Muhindo, ce centre d'enrôlement sera ouvert tous les jours, sauf lundi, de 9h00 à 18h00. **Enrôlement des électeurs à Walikale : un député provincial plaide pour une prorogation du délai de 30 jours.** Depuis le 16 février dernier, jour du lancement officiel de l'opération d'identification et enrôlement des électeurs, au Nord-Kivu, l'enrôlement n'a pas encore commencé dans certaines zones de Walikale, explique-t-il. L'élus de Walikale évoque entre autres le retard dans le déploiement des kits et matériels électoraux dans certains centres. Aussi, ajoute-t-il, les équipes déployées n'ont pas encore atteint leurs sites, compte tenu de la distance à parcourir où il faut faire 5 à 7 jours de marche. Au-delà de ces questions, plusieurs zones dudit territoire connaissent une absence totale des éléments des Fardc et ceux de la Police. Au regard de ces défis, cet élu de Walikale plaide auprès de la Ceni pour une prorogation du délai de 30 jours prévus pour ces opérations, afin de combler ce retard.

Mbandaka : désaveu du président exécutif provincial du parti politique PUNA. Le torchon brûle, depuis le 26 février à Mbandaka, au sein du secrétariat exécutif du Parti de l'Unité Nationale (PUNA) dans l'Equateur. Trois mois seulement après la mise sur pied, par le directoire national, d'un nouveau Président exécutif provincial, celui-ci a été désavoué. La base l'accuse d'avoir plutôt plongé le parti dans la léthargie : pas de réunion, pas de bureau de siège. Mais aussi les militants lui reprochent son incompatibilité à gérer à la fois une ONG humanitaire et une formation politique. Ils exigent son remplacement soit que, la hiérarchie autorise une élection par la base. Le Président exécutif provincial incriminé a rejeté en bloc ces accusations.

Mbandaka : 43 personnes vivant avec handicap bénéficient des vélos tricycles. Cette donation est l'œuvre d'un groupe de jeunes médecins congolais, en partenariat avec la Fondation médicale « John pour les orphelins ».

Ces dix jeunes médecins philanthropes, œuvrant à Mbandaka, sont pourtant sans salaires, ni primes, affirment des sources sur place. Ils ont financé la fabrication et la distribution de ces tricycles avec leurs moyens du bord. Leur motivation est de favoriser la mobilité de ces personnes marginalisées de la société. Ces tricycles sont

fabriqués sur place à Mbandaka. Mais la distribution se fait progressivement suivant la disponibilité de ces engins.

La RDC intensifie la vaccination des personnes hautement prioritaires contre la COVID-19 avec le soutien de l'ONU. L'organisation des Nations Unies a facilité la vaccination de plus de 12,2 millions de personnes (10,2% de la population totale) par les autorités sanitaires congolaises pour la première dose. Un total de 9,7 millions de personnes ont également été complètement vaccinées contre la COVID-19 (8,1% de la population totale), y compris des personnes migrantes et déplacées de force. Ted Chaiban, le coordonnateur principal du Partenariat Mondial pour la préparation et la fourniture du vaccin contre la COVID-19 (CoVDP), entame une visite de sept jours en RDC. Dans un effort conjoint visant à faire progresser les objectifs de la vaccination pour tous et de réaffirmer le soutien continu du Partenariat Mondial pour la préparation et la fourniture du vaccin à la RDC, Ted Chaiban rencontrera les autorités du ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention.

Nord-Kivu : 20 000 bêtes déjà perdues depuis les combats qui opposent les FARDC et M23 à Masisi. En plus du nombre très élevé des bovins tués ou grièvement blessés par les belligérants depuis le début de la guerre, on déplore aujourd'hui la destruction et le pillage de la laiterie de Luhonga, une usine de transformation des produits laitiers, gérée par l'Association des coopératives des groupements d'éleveurs du Nord-Kivu (ACOGENOKI). Cette usine modulaire de transformation des produits laitiers de Luhonga, lancée depuis le 3 mai 2019 avec le financement du Fonds de promotion de l'industrie (FPI) à hauteur d'environ 800 000 USD dans le cadre du projet de 100 jours, a été complètement saccagée et pillée il y a 4 jours.

Kindu : un inspecteur de l'enseignement met en garde contre le monnayage du stage. L'inspecteur chef de pool du secondaire d'Alunguli, Elysée Zawaso Wansumbi, met en garde les responsables d'écoles et encadreurs qui se livrent à la pratique de monnayer le stage pour les finalistes du secondaire en Technique sociale, pédagogique générale, voire l'option commerciale. La perception de tous frais en dehors de ce qui sont fixés dans l'arrêté du gouverneur mérite une sanction, a fait savoir. « A titre d'exemple, mon téléphone est plein de messages de certains préfets qui ont déjà commencés à demander, 10 000 ou 15 000 FC pour les billets de stage. Et tout candidat qui n'a pas versé les 10 000 FC de frais de stage ne serait pas affecté ».

Mardi 28 février.

RDC : pas de signe du retrait de M23 des zones occupées comme le prévoit le chronogramme de l'EAC. La réunion des chefs d'état-major des forces de défense de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), tenue à Nairobi le 9 février 2023, avait décidé que le retrait du M23 s'échelonnerait sur une période de 30 jours. C'est ce mardi 28 février que le mouvement de retrait des rebelles du M23 devrait débuter. Mais, sur le terrain, c'est tout le contraire qui s'observe. En effet, au lieu de quitter les espaces occupés, les rebelles du M23 et l'armée rwandaise poursuivent plutôt l'occupation de nouvelles entités.

Paluku Kighoma recommande la consommation du miel du Nord-Kivu pour combattre la malnutrition. Le miel du Nord-Kivu est un aliment simple, riche, qui ne subit aucune transformation chimique. Sa consommation régulière peut permettre de réduire le taux de malnutrition actuellement élevé dans la province, recommande l'Ingénieur Alphonse Paluku Kighoma, au terme d'une enquête de onze mois portant sur la qualité du miel consommé à Goma et son rôle dans l'alimentation. L'ingénieur Paluku Kighoma est le coordonnateur du centre managérial pour le développement intégral (CEMADI), qui regroupe plusieurs apiculteurs du Nord-Kivu et de l'Ituri. Il a présenté la semaine dernière à Goma les résultats de son enquête.

Denis Mukwege appelle à « ne plus tolérer les violations flagrantes du droit international qui persistent en RDC ». « Le temps est venu de sortir la tragédie congolaise de l'indifférence, de l'inaction et du silence complice de la communauté internationale », a affirmé Denis Mukwege à l'occasion du 10^{ème} anniversaire de la signature à Addis Abeba de l'Accord-Cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région. Pour le prix Nobel de la paix congolais, « l'accord d'Addis Abeba, qui avait suscité l'espoir, intervient dans une période critique, où la nation congolaise est en danger avec une guerre d'agression pour la énième fois. ». Les pays et les institutions partenaires de la RDC qui sont notamment les co-garants de l'Accord-Cadre ne peuvent plus tolérer les violations flagrantes du droit international qui persistent en RDC, selon Denis Mukwege, surtout au regard des enjeux mondiaux actuels. En effet, la stabilité au cœur de l'Afrique est essentielle pour la paix et la sécurité internationales, mais aussi pour l'économie mondiale et la transition énergétique. Pour y parvenir, le Prix Nobel de la paix congolais propose le recours à un régime de sanctions et de conditionnalité de l'aide. Il dénonce un humanisme à géométrie variable, en comparaison avec la guerre en Ukraine, causée par son voisin russe. Face au tollé planétaire que suscite l'occupation russe en

Ukraine, Denis Mukwege rappelle que la souffrance est universelle et la soif de dignité et de justice l'est tout autant...

Bandundu : peine de mort requise contre le présumé bandit « Serpent ». Après l'identification du prévenu par le tribunal, le ministère public a fait savoir les faits pour lequel il est poursuivi : Meurtres, association des malfaiteurs, extorsions, rébellion, coups et blessures volontaires. Selon lui, le nommé Gloria Tamuzi, qui vient d'être intronisé roi des bandits Kulunas, a semé la désolation dans la ville de Bandundu, en endeuillant plusieurs familles. Au regard de tous les chefs d'accusations qui pèsent sur lui, le ministère public a demandé au tribunal de le condamner à la peine capitale.

Beni : lancement officiel de la 2e phase du projet THIMO de la voirie urbaine. Les travaux de cette deuxième phase du projet Travaux à haute intensité des mains d'œuvre (THIMO) concernent la réhabilitation des rues et des avenues, le gravelage ainsi que l'entretien de certains caniveaux de Beni. Ils vont durer cent jours et seront exécutés par au moins 7.500 nouveaux bénéficiaires. Le maire de Beni, commissaire principal Narcisse Muteba, a appelé ces derniers à la discipline, l'amour du travail et à l'engagement. Ce projet va aider les bénéficiaires pour leur auto prise en charge, a précisé le maire.

Beni : le personnel de la mairie sensibilisé sur le danger des mines et engins explosifs improvisés ; Le maire de Beni, souligne qu'il est important que la communauté locale connaisse le danger que représentent les engins explosifs improvisés en cette période, où la région de Beni fait face aux attaques à la bombe artisanale : « Nous sommes en train de vivre dans une zone où l'ennemi nous guette et l'ennemi nous le connaissons, c'est un poseur des engins explosifs. L'objectif pour moi c'était d'informer et de former mes administrés afin que les dangers qui nous guettent soient mis hors d'état de nuire. Je crois qu'il faut commencer quelque part. Donc, comme nous venons de commencer, au moment où le besoin se fera sentir, nous allons encore les inviter pour nous expliquer davantage ». Le commissaire supérieur principal Muteba prévoit d'étendre cette sensibilisation à un public plus large. Cette sensibilisation, initiée par la mairie de Beni, a été assurée par le service de lutte antimines des Nations unies (UNMAS) et la composante police de la Monusco (UNPOL).

Kananga : début des travaux de construction de la morgue moderne de l'hôpital provincial. Les travaux seront exécutés par l'entreprise Safrimex pour une durée ne dépassant pas six mois.

Kindu : le MSC s'inquiète de l'insécurité qui s'installe dans le milieu politique. « Le mouvement de solidarité pour le changement, comme parti politique, lance une sonnette d'alarme aux filles et fils du Maniema pour qu'à cette période où les agitations liées à l'organisation des élections sont plus conduites par la recherche des intérêts personnels au détriment de l'avenir de tout un peuple que nous sommes. Pour ce faire, le MSC appelle à la conscience par le respect des règles du jeu (démocratique) et par le respect des institutions publiques ».

Des nouveaux animateurs à la tête de la Gecamines. Le président de la République a nommé, par ordonnance présidentielle, un nouveau comité de gestion à la Générale des carrières et des mines. Ce comité prend les rênes de la Gecamines après presque un an de gestion de l'équipe sortante.

Sud-Kivu : 3 enseignants foudroyés dans leur école à Kabare. Trois enseignants d'une même école ont été foudroyés en pleine réunion de service. Ils ont reçu la décharge et deux d'entre eux sont morts sur place, tandis que le troisième est admis aux soins. Ce drame relance la question de l'absence du dispositif anti-foudre dans la plupart des établissements d'enseignement.

Nord-Kivu : accalmie relative sur différentes lignes de front à Masisi. Des sources de la société civile à Kamurhonza indiquent qu'une accalmie s'observait ce mardi matin dans la zone où des affrontements violents ont opposé toute la journée de lundi, l'armée aux rebelles du M23 soutenu par le Rwanda. Il n'y a aucune précision jusque-là sur les positions des uns et des autres, ajoutent-elles. Cependant sur l'axe routier Sake-Masisi, on peut observer quelques motos de transport qui viennent de Masisi pour Sake. Mais le mouvement contraire n'est pas autorisé. Une calme relative règne également à Rubaya, cité minière du groupement Matanda, occupée depuis lundi par le groupe Mai-Mai Nyatura après y avoir chassé les rebelles du M23 qui venaient de prendre la cité un jour avant. La tension reste perceptible dans cette région et les activités socio-économiques sont toujours suspendues. **Psychose à Masisi-Centre.** La localité de Mwesso, à 15 km de Kitshanga est passée sous occupation du M23 depuis lundi soir après de violents affrontements avec les groupes armés locaux. Les rebelles du M23 seraient en train de se diriger vers Kashuga et Kalembe, où quelques tirs sporadiques ont été entendus ce mardi matin. La population qui était encore à Mwesso s'est déplacée dans divers directions. Cependant à Masisi-Centre, chef-lieu du territoire, la psychose est généralisée. La population,

craignant l'avancée des rebelles, commence à se déplacer en masse pour se diriger vers Nyabiondo et Kashebere, a indiqué la société civile.

Lomami : les civils détenteurs d'armes à feu appelés à se faire enregistrer à l'ANR. Le ministre provincial de l'intérieur, affaires coutumières et sécurité, a précisé que cette décision concernait à la fois ceux qui ont des documents du ministère de l'intérieur leur autorisant le port d'arme à feu et ceux qui n'en détiennent pas. Par ailleurs, le gouvernement provincial de Lomami interdit formellement aux personnes civiles de porter des tenues semblables à celles des militaires. Le ministre provincial de l'intérieur affirme que ces décisions ont été prises pour faire face aux multiples cas de criminalité observée ces derniers jours dans la ville de Kabinda, chef-lieu de la province, et ses environs.

Ottawa : la Ceni invite les Congolais résidant au Canada à se faire enrôler à l'ambassade de la RDC. Pour l'ambassadeur de la RDC au Canada, premier à être enrôlé, ces opérations témoignent du bon avancement de la démocratie en RDC. Il rappelle que l'enrôlement des électeurs est gratuit et se poursuivra jusqu'au 26 mars.

Beni: lenteur dans l'enrôlement des électeurs à Eringeti. Pour le président du parlement des jeunes de la localité d'Eringeti, cette situation est consécutive au petit nombre des machines de la Ceni, déployées à Eringeti, alors que la cité regorge d'un grand nombre d'habitants dont certains déplacés venus des territoires voisins d'Irumu et de Mambasa dans la province de l'Ituri. L'équipe technique de la Ceni dans la région de Beni rassure que la situation va s'améliorer dans les prochaines heures avec l'adaptation des opérateurs de saisie. **Kindu : Augustin Matata Ponyo empêché d'être accompagné par ses sympathisants lors de son enrôlement.** Le sénateur Augustin Matata Ponyo Mapon qui s'est enrôlé ce mardi 28 février à Kindu, au Maniema, déplore le fait d'avoir été interdit d'être accompagné par ses sympathisants, pendant que les candidats aux prochaines élections de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) se font enrôler accompagnés de leurs sympathisants.

RDC : « Tout rebelle ne peut plus accéder aux fonctions publiques », propose Eric Kamba. Le coordonnateur de l'ONG Congo action pour la diplomatie agissante (CADA), a également proposé que tout Congolais qui prend les armes soit définitivement exclu des Fardc, de la Police nationale congolaise ou de services de sécurité du pays. « Les rebelles ne peuvent pas être intégrés dans l'armée car le brassage, le mixage, la démobilisation et la réinsertion affaiblissent l'armée qui devient infiltrée et incapable de défendre les personnes et leurs biens voire l'intégrité territoriale ». Il a souhaité que tout rebelle congolais puisse perdre non seulement sa nationalité mais également tout droit politique et écope d'une peine de prison à vie. Cette structure réunissant des Congolais vivant aux Etats-Unis d'Amérique promet de faire endosser cette proposition par un député pour son adoption au Parlement et sa promulgation comme loi par le chef de l'Etat.

Nord-Kivu : la cheffe de la Monusco et le gouverneur échangent sur la sécurisation de l'espace aérien de Goma. « Nous avons aussi discuté des difficultés de ce qui se passe dans l'espace aérien maintenant [de l'aéroport de Goma] avec les accidents -nous on pense que c'est même volontaire -, des tirs sur les aéronefs. Et là, très clairement, c'est quelque chose qu'il va falloir gérer et régler. On ne peut pas avoir des routes qui sont bloquées et avoir un espace aérien qui devient une source des risques majeurs pour ceux qui prennent les vols. Mais, en dépit des difficultés, je pense qu'on s'est bien compris avec le gouverneur et son équipe, pour collaborer et coopérer, pour planifier pour qu'on obtienne des résultats qui permettent d'arrêter la souffrance des populations ».

Bas-Uele : 25 personnes kidnappées lors d'une incursion des Seleka dans cité de Banda. Cet incident malheureux a eu lieu dans trois villages de la localité Banda, chefferie Mopoyi, territoire d'Ango (Bas-Uélé), à plus de 800 km de Kisangani. Les auteurs, supposés être des combattants de la Seleka, une rébellion centrafricaine, ont également pillé quelques maisons et des boutiques à Banda. Au regard de l'instabilité de la situation sécuritaire dans cette entité, l'administrateur du territoire d'Ango, redoute des répercussions sur le processus d'enrôlement. C'est pour cette raison que le matériel d'enrôlement n'est pas encore déployé dans tous les centres de l'intérieur.

Crise dans l'Est de la RDC : les députés du Nord-Kivu proposent au Président Tshisekedi « un règlement pacifique du conflit ». Ces députés proposent entre autres : la cessation des hostilités ; le désengagement immédiat des rebelles du M23 ; le règlement pacifique à la crise de l'Est afin d'éviter d'enregistrer d'autres morts qui se comptent déjà par centaines, parmi les populations civiles. Ces élus proposent aussi leur implication dans la conduite du processus de paix, l'ouverture des couloirs humanitaires et des voies routières bloquées dans toutes les zones affectées par les conflits armés. Ils plaident aussi pour la création d'un climat d'apaisement et de sécurisation mutuelle des Etats de la région, en veillant à l'acte de non-agression ; le renforcement de la Brigade d'intervention de l'ONU.

Nord-Kivu : Goma et Sake ne sont pas sous menaces des rebelles du M23 et de leurs alliés (Armée). Le porte-parole militaire de Sokola 2, affirme que ces rebelles ont été repoussés par les Fardc au-delà du village Kingi où ils sont poursuivis par l'armée. Kingi est à une dizaine de km au nord de Sake. Cet officier de l'armée congolaise confirme aussi le contrôle total de la cité minière de Rubaya par les Fardc, sans donner beaucoup de détails. Il appelle la population au calme et à soutenir les efforts des Fardc.

Une enquête révèle une disparité dans la répartition des tâches entre hommes et femmes dans le secteur minier 'enquête a été menée dans ces deux provinces, de septembre 2022 à Janvier 2023. Les femmes restent convaincues que la stratégie genre dans le secteur minier contribuera à la promotion des droits des femmes, note-t-il : « En mettant en place une stratégie genre dans le secteur de mines au niveau du Sud-Kivu, ça va renforcer la question de promotion et défense des droits des femmes et ça va améliorer les relations entre les hommes et les femmes dans les sites miniers ». Au ministère provincial des Mines, l'on reconnaît la marginalisation dont sont victimes les femmes qui travaillent dans le secteur minier. Les résultats de cette étude ont été rendus publics à Bukavu le lundi 27 février. C'était au cours d'un atelier organisé par Alert International, ONG britannique qui travaille dans le domaine de la consolidation de la paix.

Bandundu : les enseignants de 3 écoles publiques réclament deux mois de salaire. Ces enseignants indiquent qu'ils sont toujours victimes de retards récurrents de leur paie, orchestrés par la banque Ecobank, selon eux. Cette banque les paie plus de 65 jours après l'échéance et cela avec beaucoup de difficultés, expliquent-ils. Ils sollicitent l'implication des autorités de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPST) afin que leurs salaires ne passent plus par Ecobank, une banque qui, selon eux, n'existe pas à Bandundu.

Kinshasa : 70 morts à la prison centrale de Makala entre janvier et février, révèle la fondation Bill Clinton pour la paix. Jusque mardi 28 février, les statistiques donnent 10.790 pensionnaires dont 25% seulement sont des condamnés pour une capacité d'accueil initiale de 1500 pensionnaires. Ce sont les magistrats qui sont accusés de surpeuplement en dépit de l'approvisionnement régulier en nourritures. « Il y a beaucoup de problèmes qu'il faut corriger, c'est-à-dire les procédures des prononcés des jugements sont très lentes. Il faut arriver à sanctionner les magistrats indisciplinés. S'ils ne fixent des dossiers devant les cours et tribunaux, qui d'autre va le faire », s'interroge-il. Les autorités pénitentiaires plaident, quant à eux, pour le désengorgement drastique de cette prison.

Au moins 1.000 personnes passent nuit à même le sol, d'autres debout ou en position dite ciseau d'un seul côté. En outre, 800 personnes dorment superposées dans une salle de 4 mètres sur 2.

Nord-Kivu : la société minière SMB pillée systématiquement à Rubaya (avocat). « Des personnes malintentionnées affirment que les éléments M23 qui se seraient emparés de la cité de Rubaya sont venus du périmètre d'exploitation 4731 de la société minière de Bisunzu. Cette affirmation relève des manipulations éhontées afin de souiller l'image de la SMB et celle de ses responsables. La SMB a ordonné à tout son personnel de quitter le périmètre d'exploitation 4731 le 10 février courant. Le 24 février, les Fardc présentes dans le village avoisinant la mine furent contraintes de partir. Ce qui a laissé libre cours aux hommes armés et une couche de la population riveraine de piller systématiquement la société minière de Bisunzu avant d'incendier le camp des agents le même jour ». Un groupe présumé des rebelles du M23 s'est emparé de la cité de Rubaya pendant quelques heures le dimanche, avant qu'ils soient repoussés le lundi par des Fardc.

Nord-Kivu : Bintou Keita consternée par la situation des déplacés de guerre cantonnés à Kanyaruchinya. «La guerre doit s'arrêter, aucune explication ne peut justifier la misère et les conditions inhumaines dans lesquelles vivent des populations déplacées au Nord-Kivu », a lancé Bintou Keita. Pour la cheffe de la Monusco, les autorités du pays à tous les niveaux devraient être en contact régulier avec ces personnes déplacées pour les écouter et se rendre compte de leur situation. Bintou Keita parle notamment des conséquences invisibles de la guerre que subissent ces personnes notamment le traumatisme qui mérite d'être pris en compte dans la réponse humanitaire aux déplacés. Au cours de cette visite Mme Bintou Keita a échangé avec les femmes cantonnées sur site de Mugerwa avant de parler avec le comité des déplacés à Bushagara.